

LA VOIX des Communistes

N°6
1er trimestre 2012
2 €

ORGANE CENTRAL DU RASSEMBLEMENT D'ORGANISATIONS COMMUNISTES MARXISTES LENINISTES
Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

**Crise : les deux moyens de
préserver leurs profits**

GUERRE SOCIALE

GUERRES DE CONQUÊTES



**LE CAPITALISME
MÈNE À LA MISÈRE ET À LA GUERRE!**

**Une seule alternative :
LE SOCIALISME**



SOMMAIRE

ÉDITORIAL	P 2
CRISE : TRAITER LES EFFETS NE SUPPRIME PAS LES CAUSES !	P 4
L'UTOPIE RÉFORMISTE DU FRONT DE GAUCHE	P 6
F. HOLLANDE: UN CANDIDAT DE LA BOURGEOISIE PARMIS LES AUTRES...	P 7
LA PESTE BLONDE	P 8
LA CLASSE OUVRIÈRE COURTISÉE PAR LES CANDIDATS DE LA BOURGEOISIE	P 9
TVA SOCIALE : DESACCORDS DANS LE CAMP DE LA DROITE	P 10
LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU P«C» F	P 11
SANS SON ORGANISATION POLITIQUE, LE PROLÉTARIAT NE PEUT MENER LA LUTTE IDÉOLOGIQUE ET FAIRE ABOUTIR SES LUTTES DE CLASSE	P 14
CONSTRUIRE L'ORGANISATION COMMUNISTE: UNE TÂCHE HISTORIQUE ET ACTUELLE	P 16
DEMAIN LA GUERRE ?	P 18
APRÈS LA MORT DE MOUAMMAR KADHAFI	P 19
GUADELOUPE LUTTE DE CLASSES ET LUTTE NATIONALE DANS L'UNE DES DERNIÈRES COLONIES FRANÇAISES	P 21

Adresse électronique du
ROCML Roc.ml@laposte.net

Adresse postale :
Association Grandroc
Villa Octosun N°19 - 32 place Roquelaine
31000 Toulouse

Site du ROCML
<http://www.ROCML.org.fr>

ATTENTION : le 0 DE ORG EST LE CHIFFRE 0

GESTIONS DE LA CRISE L'ALTERNANCE DROITE-GAUCHE : DEUX FERS AU FEU POUR LA BOURGEOISIE

La crise actuelle est une crise mondiale de surproduction. Tous les autres phénomènes de crise, la crise financière, la crise bancaire, la crise boursière, la crise de la dette, la crise de l'euro... sont des effets et non des causes de cette crise, même s'ils agissent en retour sur l'activité économique.

Le capitalisme, même globalisé et bénéficiant des techniques les plus modernes de prospective et de communication, est en effet incapable par nature d'harmoniser la production de marchandises et les besoins croissants de l'humanité.

Le capital n'a pas pour but, en effet, de satisfaire les besoins individuels et collectifs des hommes et des femmes. Son but c'est de réaliser le profit le plus élevé possible en taux et en quantité. Conduit par ce but et confronté à la concurrence, le capital est porté naturellement à réduire les coûts de production des marchandises et à en accroître la quantité qu'il escompte vendre. Sans vente, en effet, le profit n'est pas réalisé. C'est là le nœud de la question.

Quand les marchandises ne se vendent plus parce que les consommateurs, même s'ils en ont besoin, n'ont plus les moyens de les acheter, les capitalistes n'ont alors plus d'intérêt à les fabriquer. Les monopoles les plus puissants ralentissent leur production et les entreprises les plus vulnérables arrêtent de produire complètement et disparaissent. Le chômage augmente alors, la paupérisation des masses s'accroît et le marché des marchandises régresse encore plus : c'est la spirale qui enfonce le capitalisme dans sa crise et qui n'épargne plus aucun des mécanismes qui le font fonctionner.

L'économie capitaliste monopoliste mondiale est dans cette situation.

Reconnaître que la crise est le produit de ce processus, ce serait reconnaître sa nature irrationnelle et contraire aux besoins des masses prolétariennes et populaires. Ce serait alimenter la prise de conscience que le prolétariat doit se débarrasser de ce système.

C'est pourquoi, pour détourner les travailleurs des véritables causes de la crise, les économistes et les politiciens bourgeois de droite et de gauche s'évertuent à mettre en avant des politiques censées résoudre les effets de la crise de surproduction capitaliste mais ne s'attaquant pas au système qui crée cette crise.

Ainsi, à la crise financière de 2007-2008, se sont ajoutées d'autres « crises » : la crise de la dette, la crise de l'euro, la crise de la zone euro... et la droite et la gauche rivalisent de « solutions » pour les résoudre.

Certes, il y a urgence ; car le navire prend l'eau de toutes parts et le bateau a commencé à couler. Mais parviendraient-ils à colmater ces brèches qu'ils n'empêcheront pas la structure de craquer et d'autres brèches de s'ouvrir sous la force destructrice de la crise de surproduction qui les a créées.

Et cela, de Hollande à Marine Le Pen, personne ne le dit.

Qu'est-ce qui distingue donc alors la droite et la gauche pour colmater ces brèches et gérer la crise ? Pas grand-chose.

Car sur le fond, ils sont d'accord sur l'essentiel : aider les capitalistes à sortir de leur crise, les inciter à relancer la production, donner aux banques les moyens de prêter aux entreprises, établir le meilleur rapport possible entre le profit capitaliste et les revenus du travail, afin de dynamiser le marché et la production.

Pour le reste, c'est une question de méthode, de dosage, de priorités... et de discours.

En définitive, si Sarkozy l'emporte, il fera ce qu'il a dit et qu'il a déjà fait: il favorisera le capital et imposera des tours de ceinture supplémentaires à la classe ouvrière et aux couches populaires.

Et si c'est la gauche qui gagne, elle n'appliquera pas ses promesses, sous prétexte que la situation est plus grave que prévu et ne le permet pas. Début décembre 2011, alors que la campagne des présidentielles est à peine lancée, Hollande a déjà affirmé qu'il n'était pas prisonnier du programme du PS ! C'est tout dire...

Pour être clair, la classe ouvrière et l'ensemble des couches du prolétariat et du peuple n'ont rien à attendre des politiciens qui se présenteront à eux à l'élection présidentielle de 2012. Quel que soit celui qui sera élu, il ne résoudra aucun des problèmes auxquels est confronté le prolétariat (chômage, salaires de misère, précarité, absence de perspective pour la jeunesse populaire, école, santé, retraites, transports publics dégradés...). Pire, quel qu'il soit, ces problèmes s'aggraveront. Car aucun d'entre eux n'ayant l'intention de s'attaquer au système capitaliste qui en est la cause, que ce soit l'un ou que ce soit l'autre, il fera payer la crise aux travailleurs.

En dépit de ses discours populistes de gauche, Mélen-

chon n'échappe pas à la règle et n'a pas d'autre utilité que de ratisser l'électorat anticapitaliste au premier tour pour le pousser à voter pour Hollande au second. Se distinguer pour se rallier, tel est son rôle ! Rien à attendre de ce côté-là non plus, donc.

Le ROCML combat Sarkozy, Bayrou et Le Pen comme des ennemis déclarés de la classe ouvrière. Mais il n'appellera à voter ni pour Hollande, ni pour Mélenchon, ni pour un(e) Vert(e) ni pour un(e) candidat(e) trotskiste. Car ni les uns, ni les autres, ne sont porteurs des intérêts fondamentaux du prolétariat.

En l'absence d'une perspective politique de classe que seul un Parti Communiste révolutionnaire serait capable de leur apporter, la haine de Sarkozy sera sans doute plus forte que la méfiance envers les candidats de la gauche, et des exploités, militants ou non, voteront au premier tour par défaut pour Mélenchon et au second tour pour Hollande. Le ROCML comprend ces travailleurs mais nous leur disons : quels que soient les résultats électoraux, **n'ayez pas d'illusions, vos revendications ne seront pas satisfaites, c'est par la lutte qu'il faudra les arracher et vous devrez pour cela combattre ceux pour qui vous avez voté !**

Nous leur disons encore ceci : le monde traverse aujourd'hui un paradoxe de civilisation : d'un côté se sont accumulées à travers le monde de prodigieuses forces productives et de l'autre, des centaines de millions de personnes meurent de faim et de maladie et des centaines de millions d'autres voient leurs conditions de travail et d'existence se dégrader jour après jour, sans en voir la fin.

La résolution de cette contradiction ne se fera pas en écoutant les promesses des politiciens charlatans et en changeant périodiquement, avec un bulletin de vote, les chefs de gouvernement chargés de gérer le système capitaliste en place. La classe ouvrière doit se fixer l'objectif d'arracher les moyens de production des mains de la bourgeoisie et de les faire fonctionner pour elle-même, pour satisfaire ses besoins et ceux des autres travailleurs. Cela nécessite qu'elle prenne le pouvoir par la révolution et construise une autre société fondée sur une autre base que le profit : le socialisme.

Préparer cette prise du pouvoir en organisant dès maintenant les éléments avancés du mouvement ouvrier pour construire leur parti, c'est la tâche que s'est fixée le ROCML. Elle est incontournable.

« La classe dominante s'avère désormais incapable de régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave au sein de son esclavage, parce qu'elle est contrainte de le laisser déchoir dans une situation où elle doit le nourrir, au lieu d'être nourrie par lui. La société ne peut plus vivre sous cette domination, c'est dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec les besoins de la société ».

(K. Marx - Manifeste du Parti communiste - chapitre « Bourgeois et Proletaires »).

CRISE : TRAITER LES EFFETS NE SUPPRIME PAS LES CAUSES !

Après trente années que l'on a appelées les « Trente glorieuses » (1945-1973) durant lesquelles la croissance économique a été globalement continue, l'économie capitaliste est allée de crise en crise, la première étant restée dans les mémoires comme « la crise du pétrole » ou « le premier choc pétrolier », en 1973.

Depuis, à peine prétendument résolue, chaque nouvelle crise est suivie d'une autre crise... En attendant qu'une autre ne vienne lui succéder. Quelle sera la dernière ? Aucun économiste n'oserait se risquer à répondre à cette question.

Notre point de vue est que ces crises répétitives et rapprochées sont des épiphénomènes de la crise générale et du pourrissement du système capitaliste impérialiste dont la base est une crise mondiale de surproduction qui se traduit par un arrêt de la croissance, puis par la récession.

Examinons la dernière de ces crises, la crise de la dette, pour répondre à la question : en supposant qu'elle trouve un remède à court terme, cette succession de crises a-t-elle une chance d'être stoppée ? Et pourquoi ?

De tous côtés, on nous répète que si la « crise de la dette » est surmontée, l'économie française, européenne et mondiale connaîtra de nouveau une « croissance positive ».

Regardons-y de plus près.

D'abord, quel est le niveau de la dette de l'Etat ?

Comme chacun le sait, toute dette consiste à dépenser plus que les recettes dont on dispose.

Pour assurer ces dépenses, il faut emprunter. Ce sont ces emprunts qui constituent la dette publique (de l'Etat et des collectivités territoriales).

Emprunter à qui ? Aux banques, aux fonds de pension, aux assurances-vie, aux particuliers, ou à d'autres Etats, sous forme d'émissions d'obligations ou de bons du trésor. Il faut ensuite rembourser la dette... Et ses intérêts. Car personne ne prête sans intérêts ! En France, la dette publique s'élève aujourd'hui à 1700 milliards d'euros, elle a été multipliée par 5 entre 1980 et 2010, atteignant plus de 80% du PIB annuel.

La charge de la dette (remboursement annuel) est presque égale aux dépenses de l'Education nationale et de la Défense !

Rien qu'en 2010, la dette a augmenté de 79 milliards d'euros et le montant du remboursement des intérêts de la dette s'élève à lui seul à plus de 47 milliards d'euros en 2011 (49 milliards prévus par la loi de finances en 2012). C'est-à-dire que la plus grande partie des nouvelles dettes sert à payer les intérêts de la dette déjà cumulée !

Mais pourquoi donc l'Etat s'est-il endetté à ce niveau et pourquoi continuera-t-il à s'endetter ?

A cause du nombre de fonctionnaires ? A cause des dépenses de la sécurité sociale ?

C'est ce qu'on voudrait nous faire croire pour justifier les

mesures d'austérité dirigées contre l'ensemble des travailleurs et censées faire reculer la dette.

Pour répondre plus sérieusement à ces questions, il faut rechercher du côté des recettes et des dépenses.

Quelles sont les dépenses qui ont augmenté la dette ? Et quelles sont les recettes qui ont fait défaut ?

Accroissement des dépenses :

Le surcroît des dépenses budgétaires de l'Etat et des collectivités territoriales s'explique essentiellement par la nécessité d'un soutien financier public massif pour relancer ou tenter de sauver l'activité d'une économie bloquée et en voie de récession.

C'est la récession (c'est-à-dire l'état de surproduction) qui est la cause de la dette, celle-ci étant fondamentalement destinée à perfuser en capital les banques et les entreprises en perdition.

En effet, après les « Trente glorieuses », le premier choc pétrolier et l'arrêt de l'expansion de l'économie, l'Etat bourgeois a été mis devant la nécessité d'intervenir pour doper l'activité des entreprises en intervenant financièrement directement par des allègements, des aménagements ou des exonérations fiscaux et en apportant aux banques les moyens pour injecter du capital dans l'industrie quand ce n'est pas pour les sauver de la faillite.

Les cadeaux fiscaux faits aux entreprises et l'aide aux banques pour financer les entreprises sont autant de dépenses ou de recettes en moins pour le budget de l'Etat et qui sont les causes de la dette.

Tendance à la baisse des recettes fiscales de l'Etat :

Parallèlement aux mesures de renflouement du capital, l'Etat ne peut pas compter sur une hausse significative des recettes fiscales directes et indirectes car les revenus du travail (qui alimentent les recettes de la sécurité sociale et des retraites), et la consommation (qui produit la TVA) sont en baisse.

En même temps, l'Etat a encouragé la demande en incitant les consommateurs à acheter à crédit ou en faisant des rabais (baisse des taux d'intérêts, prêts à taux 0%, prime à l'achat d'une voiture neuve...). Autant de recettes en moins... Ou de dépenses en plus.

La crise bancaire :

En plus, face à une situation de quasi-faillite des banques affaiblies par leurs achats de dettes souveraines à des Etats devenus insolubles, l'Etat a dû les perfuser massivement en capital.

Ainsi, l'aide de l'Etat aux banques lors de la crise de 2007-2008 a elle-même été financée par de la dette. L'Etat prête aux banques de l'argent qu'il n'a pas et qu'il doit donc lui-même emprunter, alourdissant ainsi le total de la dette et la charge de ses intérêts !

A ce sujet, un rapport de la Cour des Comptes du 5 mai 2010 épingle le gouvernement: *9,5 milliards d'euros ont été financés par endettement.* (il s'agit d'une première tranche de l'aide (ndr) « *Ce qui compte tenu d'un coût de financement moyen de 3,7% représente une charge d'intérêt supplémentaire de plus de 350 millions d'euros par an* ». Le niveau atteint par la dette et sa croissance prévisible, mettent l'Etat au bord de l'insolvabilité, c'est-à-dire de la faillite.

Mais il y a plus : l'Etat français déjà lourdement endetté fournit de l'aide financière à d'autres Etats au bord de la faillite pour qu'ils puissent rembourser les banques françaises qui leur ont prêté des fonds et pour qu'ils puissent continuer à acheter des marchandises françaises (de l'armement, par exemple !). Et pour fournir cette aide dont bénéficient en dernier ressort les banques et les monopoles français, l'Etat français doit emprunter, donc s'endetter encore d'avantage !

Les institutions européennes ont pris la mesure de cette menace en donnant (fin décembre 2011) à la BCE (Banque centrale européenne) l'ordre de prendre la relève des Etats par le déblocage de 485 milliards d'euros d'aide aux banques européennes de nouveau en panne de financement... Une partie de cette « aide » passera d'ailleurs dans l'achat d'obligations émises par l'Italie qui en a un besoin urgent pour réduire sa propre dette !... C'est le « tonneau des Danaïdes ».

Réduire les dépenses de l'Etat, la solution ?

La dette avait pour but de relancer la croissance et pour-

tant, malgré toutes les mesures de perfusions financières de l'Etat en faveur d'une relance de l'activité productive et commerciale, ça ne marche pas!

Le seul résultat, c'est le niveau catastrophique de la dette publique qui atteint un niveau tel que le seul remboursement de ses intérêts devient une charge prioritaire et problématique, car pour payer chaque année les intérêts de la dette, l'Etat est obligé d'emprunter et donc de s'endetter davantage. Tel Sisyphe qui, selon la légende, était condamné par les dieux à remonter un rocher au sommet d'une colline, sachant qu'arrivé au sommet, son rocher dévalerait de nouveau la pente et qu'il devrait le remonter ainsi indéfiniment....

Mais avec cette calamité supplémentaire que pour l'Etat-Sisyphe le rocher est de plus en plus lourd!

De plus, par un effet pervers, en tentant de réduire la dette, l'Etat accentue la récession. En effet, le seul moyen de réduire la dette sans réduire l'aide au capital, c'est de réduire les dépenses destinées aux services publics et sociaux de l'Etat (réduction du nombre de fonctionnaires, gel de leurs salaires, allongement du nombre d'années de travail ou baisse des pensions, réduction des aides aux chômeurs, réduction des prestations sociales comme les remboursements des dépenses médicales ou les congés maladie...). Mais en faisant cela, c'est la baisse du pouvoir d'achat qui vient contredire la croissance.

La grande question, c'est : Est-il possible de relancer la production quand le pouvoir d'achat des consommateurs est diminué et que, n'étant pas sûres d'être remboursées et plombées par l'appauvrissement, l'insolvabilité et l'endettement de leurs clients, les banques limitent les crédits à l'investissement et le crédit à la consommation ? La réponse coule de source. C'est non. Personne ne prête sans être sûr d'être remboursé intérêt et principal.

Ainsi, le système capitaliste de l'économie de marché est englué dans des contradictions qu'il ne peut surmonter par les techniques financières dont il peut user. Toute mesure pour colmater une brèche induit un effet contraire et ouvre une autre brèche.

L'autre grande question c'est : les mécanismes économiques que la bourgeoisie capitaliste peut mettre en oeuvre peuvent-ils restaurer durablement le développement des forces productives, ou celles-ci ont-elles atteint leurs limites ?

Dans la deuxième hypothèse, la guerre inter-impérialiste deviendrait le dernier recours pour détruire une partie du capital devenu inactif, dévalorisé, et pour relancer ensuite un nouveau cycle de croissance permettant de nouveau au capital financier de se valoriser.

L'intérêt du prolétariat et des peuples est de prévenir cette perspective barbare par la révolution.

RC

L'UTOPIE RÉFORMISTE DU FRONT DE GAUCHE

Ou comment freiner une prise de conscience anticapitaliste

Dans le précédent numéro de la Voix des Communistes nous avons décrit le rôle du Front de Gauche lors des prochaines échéances électorales : conduire le « peuple de gauche » déçu par la social-démocratie et le réformisme, et en particulier ceux que la crise du capital conduit à une prise de conscience anticapitaliste, à voter au second tour des élections présidentielles pour le candidat adoubi par le parti socialiste.

En fait cet aspect conjoncturel, lié à une période électorale n'en est pas le plus important. Nous savons tous que ce vote sera plutôt un vote contre la droite, contre Sarkozy qu'un blanc-seing donné au candidat socialiste. Faute de perspective réellement anticapitaliste portée par un véritable Parti Communiste, la capacité pour les travailleurs de peser politiquement sur ces élections est nulle.

Plus nocives par contre sont les illusions semées par le Front de Gauche en direction des travailleurs les plus combattifs et les syndicalistes que la crise du capitalisme amène à mettre en cause le mode de production capitaliste comme la source de leurs difficultés à vivre, à se nourrir et à travailler.

Détourner toutes ces énergies d'une activité politique vraiment anticapitaliste pour préparer le renversement de ce système historiquement dépassé, telle est la raison d'être du Front de Gauche et de son leader Jean-Luc Mélenchon, reprenant ce rôle qui, il n'y a pas bien longtemps était celui du NPA.

Dans ses joutes médiatiques, le leader du Front de Gauche habile débatteur à la Georges Marchais, use et abuse d'un langage radical pseudo révolutionnaire. Mais derrière cette phraséologie, quelles sont les perspectives politiques que nous propose le Front de Gauche? Quelle est l'essence même du programme du Front de gauche?

Demain on rase gratis

Sous les titres « Agir tout de suite » et « Agir pour un changement durable » le programme du FDG présente une série de mesures qui, si elles pouvaient être appliquées, seraient favorables aux travailleurs (augmentation des salaires, retour aux 35 heures, retraite à 60 ans à taux plein, blocage des loyers, services publics, santé ...).

Mais le simple bon sens de classe conduit le travailleur à se poser la question : comment, quels moyens le FDG compte-t-il utiliser pour contraindre le patronat, la bourgeoisie à accepter de telles mesures ? On a beau chercher on ne trouve rien dans le programme. Depuis des années maintenant le capitalisme s'enfonce dans une crise qui le conduit à imposer une régression sociale. La

marge de manœuvre réformiste dont ils disposaient dans les années dites des « trente glorieuses » dans les pays impérialistes comme la France, a fondu comme neige au soleil. En tout état de cause, ces mesures sont exposées en vitrine pour attirer le client. Mais dans la boutique une toute autre marchandise est proposée.

« L'anticapitalisme » du FDG

L'ensemble des mesures proposées par le FDG à caractère politique touchant le fonctionnement économique de la société : « Produire autrement », « La république pour de vrai », « convoquer l'assemblée constituante », « s'affranchir du traité de Lisbonne », « changer le cours de la mondialisation » partent de l'hypothèse que tous les problèmes viennent « de la dictature du marché et de la finance ».

Ces mesures sont censées les résoudre et rendre dans les faits le capitalisme plus humain, « l'humain d'abord ». Celui qui a acquis quelques notions élémentaires d'économie politique, sait que Marx et Lénine¹ ont démontré qu'il s'agit là d'un développement normal, inéluctable du capitalisme et que sans cette évolution, le capitalisme ne peut exister. On ne peut se débarrasser de la dictature de la finance sans se débarrasser de la dictature du capitalisme lui-même.

Pour ne citer qu'un exemple, une mesure comme l'encouragement au développement des coopératives n'aboliraient en rien la concurrence entre elles et donc le développement des unes et la faillite des autres et donc la « dictature » des marchés, fondement du capitalisme, n'en serait aucunement entamée. Il en va de même sur la question des banques : en quoi la nationalisation de quelques banques remettrait-elle en cause le fonctionnement du capitalisme pour qui tout capital doit se reproduire avec profit sinon disparaître. Où l'on retrouve encore la dictature du marché.

D'autres mesures sont fondées sur la « réforme de l'Etat » ou sur son intervention dans le domaine économique au service des « citoyens ». L'Etat n'est pas un organisme neutre au-dessus des intérêts de classe mais au service de la classe dominante de la société, en l'occurrence la bourgeoisie, dont il défend les intérêts généraux face aux autres classes de la société et en particulier face aux travailleurs.

¹ Nous engageons nos lecteurs à lire à ce sujet l'ouvrage de Lénine « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »

Prétendre qu'il peut en être autrement c'est continuer à enraciner dans la société cette illusion mortelle pour l'émancipation des travailleurs. Depuis la Commune de Paris et les leçons qu'en a tirées Marx et encore Lénine dans son ouvrage « *l'Etat et la Révolution* », l'Etat actuel de domination de la bourgeoisie sur les travailleurs doit être détruit et il faut édifier sur ses ruines un état de type nouveau, un état au service des intérêts généraux des travailleurs et de domination de la bourgeoisie.

En conclusion l'« anticapitalisme » du FDG est au mieux un « antilibéralisme » réchauffé qui ne remet nullement en cause la domination du capital, l'exploitation des travailleurs par le capital.

La dictature de la finance n'est pas la cause de la crise du capitalisme. Cette crise doit être cherchée dans la nature même de la production capitaliste, production qui ne peut être autre chose que reproduction et croissance sans cesse élargie du capital basé sur la nécessaire exploitation toujours plus accrue du travail.

Détourner la prise de conscience anticapitaliste des travailleurs

Ainsi se dévoile le véritable rôle du FDG. Que ses militants ou sympathisants en soient conscients, peu importe. Le FDG sert les intérêts idéologiques de la bourgeoisie. Son réformisme « radical » contribue à détourner la prise de conscience des travailleurs qu'éveille la crise du système, à éviter qu'émerge la remise en cause du système capitaliste, la remise en cause du pouvoir de la bourgeoisie et que soit posée la question : quelle classe doit diriger la société ?

Dans les conditions de crise profonde du capital, le FDG pourra être utile à la bourgeoisie pour contenir les affrontements de classe dans le cadre des institutions de la République, dans le respect de la légalité. Jacques Gé-

néreux, économiste, secrétaire national à l'économie du PG le confirme en conclusion de son livre « *Nous on peut* » :

« Nous avons la chance de vivre dans des pays où il n'est pas encore nécessaire de chasser les oligarques par l'action violente, tant que le vote peut accomplir cet office. Mais cela n'aura qu'un temps qui est désormais compté. (...) La question est de savoir s'il va s'effondrer dans le chaos et la violence ou s'il sera déconstruit par une révolution citoyenne et démocratique. Quand l'imbécillité et la violence des traitements infligés aux peuples passent les bornes du supportable, l'absence d'une alternative politique crédible n'empêche plus la révolte ».

Dérouler le tapis rouge au FDG ou le combattre idéologiquement ?

Loin de permettre aux travailleurs de prendre conscience de leur force, de les mobiliser pour monter à l'assaut du ciel et accomplir leur tâche historique de renversement du capitalisme, le FDG les conduit sur une voie de garage réformiste, à l'échec de toute lutte de classe. Quelles que soient les considérations tactiques ou autres, soutenir le FDG c'est hypothéquer toute prise de conscience révolutionnaire du prolétariat, c'est aller à l'encontre des intérêts et des buts généraux de notre classe dont les communistes sont les porteurs. Non, le Front de gauche ne « propose pas une politique de rupture ». Non, nous ne partageons pas la « préoccupation et l'orientation du FDG à gagner les masses à ses propositions politiques »¹.

Tout communiste véritable doit combattre une telle politique.

¹ Voir la déclaration du PCOF : « Le Parti Communiste Des Ouvriers de France est membre du Front de Gauche »

F. HOLLANDE: UN CANDIDAT DE LA BOURGEOISIE PARMIS LES AUTRES...

La bourgeoisie ne pourrait gouverner durablement le pays avec un seul parti. Pour créer l'illusion du libre choix du peuple quant au personnel politique exerçant les fonctions législatives et de chef d'Etat, la bourgeoisie a besoin de plusieurs partis. Et il n'y en a pas que deux: toute une série de partis existent qui ne remettent pas en cause le capitalisme. Cependant, deux partis dominants alternent régulièrement à la tête de l'Etat. Aux Etats-Unis les démocrates et les républicains, en Grande Bretagne les conservateurs et les travaillistes, en France l'UMP et le PS. C'est comme cela: quand l'un a fait faillite, l'autre prend la relève, jusqu'à ce qu'il fasse lui-même faillite. Pour parfaire le jeu, des « troisièmes hommes » peuvent apparaître, qui servent en général à rabattre des mé-

contents dans le giron de ces deux grands partis.

Parant à la perte de crédibilité de l'UMP et de son chef de file Sarkozy parmi de larges couches du peuple, le PS et son candidat F. Hollande se préparent à une nouvelle alternance. Nous savons que, poussés par une volonté de dégager Sarkozy, de nombreux prolétaires iront voter Hollande en cas de présence au second tour. Malgré cela nous disons pour notre part que F. Hollande et la gauche à la tête de l'Etat ne changeront rien à la vie des travailleurs.

Il ne reviendra sur aucune mesure du gouvernement précédant. Malgré les promesses un temps formulées, F. Hollande s'abstiendra, pour ne citer que cela, de revenir sur les réformes successives repoussant l'âge de la retraite. L'allongement de la durée de cotisation (à 41 ans puis 42 ans de travail) avant la possibilité d'une retraite sans décote n'est pas remis en cause par le candidat qui, par ailleurs, prétend oeuvrer à « donner du sens à la rigueur ». L'espoir d'un changement dans le sens des intérêts des travailleurs, ni même d'un ralentissement de la casse n'est pas permis: avec la gauche réformiste au pouvoir les mauvais coups continueront à pleuvoir.

La gauche au pouvoir ne remettra pas non plus en cause la politique étrangère de la France: elle affiche un soutien inconditionnel aux agressions de l'impérialisme français. Aucune des dernières agressions françaises hors de ses frontières ne s'est faite contre l'avis du PS.

Les différences de forme avec la droite, mises en exergue par la rivalité entre les deux partis, ne suffisent pas à masquer, comme dans la plupart des pays d'Europe (Espagne, Grèce, etc...), le diagnostic et la vision partagée sur la société: adhésion à l'économie de marché, et

partant, aucune remise en cause du pouvoir des capitalistes. Les différents « remèdes » proposés pour résoudre la crise viendront peser sur les prolétaires, que la gauche l'emporte ou non (voir l'éditorial et l'article page 4 de ce journal). L'arrivée de la gauche au pouvoir signifierait simplement l'embarras de la bourgeoisie à faire accomplir par une droite impopulaire un plan de rigueur drastique, à poursuivre la guerre aux prolétaires. Elle indiquerait par là sa préférence à mener à bien ce programme avec une gauche parée d'apparences plus populaires.

Les prolétaires ne doivent pas se laisser diviser devant des perspectives électorales qui ne changeront rien à leur vie ni à leurs conditions de travail: ils doivent au contraire rejeter toute illusion sur le personnel politique de la bourgeoisie et ses partis. Ils ne doivent placer leur espoir qu'en eux-mêmes. Conscients des intérêts de leur classe, ils deviennent une force: ils doivent cultiver cette force en s'organisant, en luttant collectivement pour leurs salaires et leurs conditions de vie. Ils doivent gagner leur indépendance politique de classe en construisant leur organisation la plus importante: un parti communiste.

LA PESTE BLONDE

Marine Le Pen n'a aucune chance d'être élue à la présidentielle de 2012. Tout le monde le sait, et elle la première. Même si comme d'autres candidats elle fait semblant d'avoir une chance pour mobiliser ses partisans et garder ou élargir son électorat en vue d'autres élections.

Serait-elle présente au second tour comme son père en 2002, que tous les autres appelleraient à voter pour son adversaire, quel qu'il soit. Hollande et toutes les autres composantes de la gauche, de l'extrême gauche et du centre appelleraient à voter pour Sarkozy si celui-ci se retrouvait au second tour face à Marine Le Pen, comme toutes les composantes de la gauche et de l'extrême gauche (à l'exception de LO) appelèrent à voter pour Chirac, au nom des « valeurs républicaines » communes, quand il se retrouva face à Jean Marie Le Pen en 2002. Réciproquement, Sarkozy appellerait à voter pour Hollande, pour les mêmes raisons.

Cet accord entre la « droite républicaine » et la gauche réformiste exprime que dans les conditions actuelles de la crise et en l'absence d'un mouvement révolutionnaire mettant en cause le pouvoir de la bourgeoisie, la démocratie bourgeoise, sous sa forme de l'alternance droite-gauche, est la meilleure façon de gérer sur le plan politique les intérêts du capital.

Cela montre aussi que malgré leurs affrontements d'est-trade, l'une fait confiance à l'autre pour gérer fidèle-

ment ces intérêts.

Marine Le Pen n'a donc aucune chance d'être élue et ne sera donc pas Présidente de la République. L'affaire se règlera au premier tour, dans une sorte de primaire « républicaine bourgeoise », entre Sarko, Hollande ou (qui sait ?) Bayrou.

Faut-il pour autant ignorer la peste blonde ?
Non.

Celle-ci joue en effet un rôle politique dangereux.

La trahison révisionniste et la liquidation du Parti Communiste comme force politique capable d'unifier le prolétariat autour de sa mission historique a entraîné la dislocation de notre classe.

Celle-ci est divisée, désorientée, sans conscience politique propre, sans vision de ses intérêts historiques.

C'est dans ce contexte qu'agit le Front National dont le but est de détourner et d'éloigner toujours plus d'ouvriers et de gens du peuple du combat de leur classe contre le capitalisme et pour la révolution.

Le discours populiste de Marine Le Pen n'a pas d'autre objectif. Celle-ci s'appuie sur certaines réalités provoquées par le capitalisme en crise, mais au lieu de dénoncer les vrais coupables, elle accuse une partie du prolétariat afin de lancer l'autre partie contre ceux qui sont désignés comme les coupables, les immigrés, les sans-papiers, les chômeurs, les bénéficiaires de prestations sociales, qu'elle désigne comme des profiteurs au détriment des autres travailleurs, les nationaux en particulier.



François Hollande dans une usine en Moselle, le 17 janvier



Nicolas Sarkozy dans l'usine SEB à Pont-Evêque (38), le 19 janvier

Une espèce en voie d'extinction courtisée par les candidats à l'élection présidentielle

De Sarkozy à Hollande, Mélenchon et Le Pen, ils mènent campagne pour séduire l'électorat populaire et ne manquent pas une occasion pour médiatiser leurs « visites » dans les usines.

Dans le même temps les ouvriers sont rendus responsables des « dérives politiques » comme la montée dans les sondages de la candidate du Front national ou désignés comme des « mauvais citoyens » car tentés par l'abstention.

Comment une classe sociale en voie de disparition ou qui aurait disparu selon nombre d'idéologues bourgeois peut-elle avoir une telle importance politique ?

Certes le nombre de travailleurs classés dans la catégorie sociale-professionnelle ouvriers a diminué au fil des années, par la perte des emplois industriels mais aussi par le déclassement dans d'autres catégories du tertiaire d'emplois ouvriers. Cependant selon l'INSEE ils représentaient en 2006 près de 6 millions de travailleurs actifs, soit à peu près 25% de la population active. A s'en tenir à ce seul chiffre, ils ont potentiellement un poids électoral non négligeable, et si l'on élargit à la catégorie des employés, c'est plus de la moitié de la population active qui est concernée par la chasse aux électeurs.

Cette classe sociale s'il fallait encore le prouver se révèle être une force politique potentiellement redoutable. Comme le montre d'ailleurs aussi chaque mouvement revendicatif d'ampleur nationale de ces dernières années. La classe des prolétaires que l'on met sous l'étouffoir en période non électorale, que l'on a fait disparaître du paysage politique, qui n'a plus aucun parti qui porte ses intérêts politiques - le Parti communiste ayant depuis longtemps maintenant failli à sa tâche- existe toujours. Il est temps que sa force politique potentielle s'exprime, et les contradictions objectives du monde capitaliste ne manqueront de l'y pousser. Elle s'érigera, de classe exploitée n'existant que pour et par le capital en classe politiquement indépendante, poursuivant ses propres objectifs pour son émancipation. C'est cette tâche qui est donnée aux communistes véritables, c'est leur raison d'être.

La xénophobie et le racisme, bien qu'elle s'en défende, sont en effet au centre de son entreprise de division du prolétariat. En jouant sur les peurs, elle prépare le terrain au pouvoir bourgeois pour qu'il renforce ses forces répressives. En dénonçant certaines turpitudes des bureaucraties syndicales, elle cherche à éloigner les travailleurs de leur organisation syndicale. En fustigeant la « finance », elle déculpabilise le patronat.

Au-delà des élections, le Front national et Marine Le Pen poursuivent donc les objectifs contre révolutionnaires qu'ils ont toujours eus. Ils représentent la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie nationaliste et du patronat, et ils utilisent les élections comme une tribune pour diviser le prolétariat, leur seul ennemi de classe, but qu'ils partagent avec les autres partis bourgeois.

Les communistes doivent donc combattre la candidate Marine Le Pen pour CES raisons, en faisant la clarté sur les dessous de son discours populiste, et non en agitant un hypothétique danger fasciste qui fera le bonheur du bourgeois « républicain » qui pourrait se trouver



face à elle au second tour des élections présidentielles, en mai 2012.

TVA SOCIALE : DES ACCORDS DANS LE CAMP DE LA DROITE

Annoncée à la fin de l'année 2011 comme une mesure capable de soutenir la compétitivité des entreprises françaises...et donc de l'emploi en France... et donc le bien des ouvriers, la TVA sociale est loin de faire l'unanimité des gestionnaires politiques de l'économie capitaliste.

De quoi s'agit-il ? Le principe est simple : diminuer les coûts de production en supprimant les charges patronales destinées à la protection sociale. Cela devrait théoriquement permettre aux patrons de diminuer les prix de leurs marchandises et donc de devenir plus concurrentiels face aux produits importés. Cette baisse des charges pour les entreprises sera(it) compensée par la hausse de la TVA sur les biens de consommation payée par tous, c'est-à-dire supportée principalement par les masses prolétaires. Bref, au nom de la relance et de l'emploi, on fait un cadeau aux patrons et on fait payer ce cadeau par les consommateurs. Il suffisait d'y penser ! Et d'oser vouloir le faire.

Cette attaque brutale contre le pouvoir d'achat est naturellement inacceptable pour les prolétaires et mérite une riposte.

Mais la méthode étant tellement grossière et illusoire dans ses objectifs affichés qu'elle entraîne même des critiques chez des ultras libéraux comme Alain Madelin, un ex-ministre de l'économie et des finances d'un ex-gouvernement Juppé.

Interrogé par LE POINT le 3 janvier 2012, voilà ce qu'en dit ce commis de la bourgeoisie :

*« Dans la crise actuelle, proposer une réduction du pouvoir d'achat des Français pour le transférer vers les entreprises ne me paraît pas une bonne politique... Au final, le jeu est très largement en faveur du patronat... J'estime que le gouvernement devrait se garder d'augmenter la TVA ou la CSG pour financer les caisses percées de la Sécurité Sociale et favoriser les entreprises qui bénéficient déjà de 30 milliards d'exonérations de charges sociales qui n'ont aucune justification historique de long terme... **D'une manière générale, il est faux de dire que la compétitivité de la France est un problème de compétitivité salariale alors que nos salaires industriels sont les mêmes que ceux des Allemands. La clé de la compétitivité est ailleurs que dans la recherche de la baisse du coût du travail... »***

Vous avez bien lu. C'est l'ultra libéral Alain Madelin qui parle. Aurait-il retourné sa veste ?

Non, « rassurez-vous ». Répondant ensuite à la question **Quelles mesures faudrait-il prendre pour sortir de la crise ?** Voilà sa réponse : *« Des pans entiers de l'activité publique doivent être soumis à la concurrence à la manière des démocraties sociales modernes... La France a aussi besoin d'un marché du travail **beau-coup plus fluide, plus souple, d'une fiscalité tournée vers la croissance et de l'ouverture des secteurs protégés à la concurrence** ».*

Il n'a donc pas trahi son camp. Chassez le naturel... Comment devons-nous interpréter ces désaccords au sein de la « classe » politique au service du capital,

CHIFFRES et COMMENTAIRES

29/12/2011 AFP

Alors que l'institution (BCE) de Francfort a annoncé la semaine dernière **un prêt massif de près de 490 milliards d'euros** à plus de 500 établissements financiers de l'Union monétaire, son bilan a considérablement grossi, atteignant un niveau historique de 2733 milliards d'euros.

« Les Etats européens ne sont plus fiables et La BCE reste la seule référence crédible. Il ne faudrait surtout pas que les investisseurs commencent à douter de sa solidité financière car elle est le dernier rempart pour circonscrire la crise » avertit un analyste parisien sous couvert d'anonymat.

Nous voilà donc avertis !

27/12/2011 AGORA VOX

VRAIS CHIFFRES DU CHÔMAGE NOVEMBRE 2011 : + 59000 CHÔMEURS (Catégories ABCDE), 288.800 RADIATIONS, UN DESASTRE !

Nombre de demandeurs d'emplois ABCDE, hors DOM-TOM et non tenu compte des radiations : 4.834.400. + 4,5% en 1 an.

Echappent aux statistiques des demandeurs d'emploi : 1.316.600 RSAs non inscrits à Pôle Emploi, 500.000 personnes au moins dans les DOM-TOM, des sans droits de moins de 25 ans, des retraités avec une pension de misère...

Au total, 3 millions au bas mot à rajouter aux chiffres « officiels », **soit en tout 8,5 millions de demandeurs d'emplois et travailleurs pauvres intermittents**, ce qui correspond à un taux de demandeurs d'emplois de 25 à 30% de la population en âge de travailler.

Officiellement le nombre de chômeurs en France est de 2.840.000...

28/12/2011 AFP

FRANCE : PRES DE 900 USINES FERMEES, 100.000 EMPLOIS DETRUITS EN 3 ANS et 2012 « s'annonce difficile » selon une étude réalisée par l'observatoire Trendéo pour le quotidien *Les Echos*.

entre la gauche et la droite, au sein de la gauche ou au sein de la droite, entre ceux qui veulent doper le capital, ceux qui veulent soutenir la consommation et ceux qui déclarent vouloir faire les deux ?

Comme une incapacité générale à définir une stratégie à moyen terme pour sortir **leur** système de sa crise. Tous naviguent à vue. En voulant éviter un écueil, ils se jettent sur un autre. En colmatant une brèche, ils en ouvrent une autre...

Au travers de ses crises, le système capitaliste expose ainsi le caractère irrationnel de ses mécanismes et son incapacité à gérer sa contradiction fondamentale entre la propriété privée des moyens de production et le caractère social des rapports de production. Seule la révolution socialiste peut résoudre cette contradiction.

B.M.

Bien qu'en désaccord sur certaines questions (par exemple la caractérisation de la Chine actuelle), le ROC ML et les Editions Proletariennes ont des positions souvent très proches ou identiques sur les questions portant sur l'analyse de l'impérialisme français, sur la stratégie et sur la pratique de la lutte politique en France. Avec leur accord, nous publions l'article qui suit dont l'auteur est un membre des EP.

LE PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU P «C» F : UN CATAPLASME SUR UNE JAMBE DE BOIS

La question de l'emploi

On lit sur le site du P «C» F ses propositions pour l'emploi, mises en ligne le 22 janvier 2007 sous la signature de M. G. Buffet.

Concernant le chômage : «C'est un choix antisocial. Il est possible, en utilisant autrement les nouvelles technologies, d'aller vers la disparition du chômage et de la précarité en conciliant sécurité et mobilité. »

Prétendre supprimer le chômage dans le cadre du système capitaliste est une gageure que ni Marx ni Engels n'avaient envisagée. Sans doute ignoraient-ils tout des « nouvelles technologies » :

« C'est la force motrice de l'anarchie sociale de la production qui transforme la perfectibilité infinie des machines de la grande industrie en une loi impérative pour chaque capitaliste industriel pris à part, en l'obligeant à perfectionner de plus en plus son machinisme sous peine de ruine.

Mais perfectionner les machines, cela signifie rendre du travail humain superflu.[...]; c'est ainsi que le surmenage des uns détermine le chômage des autres et que la grande industrie, qui va à la chasse, par tout le globe, du consommateur nouveau, limite à domicile la consommation des masses à un minimum de famine et sape ainsi son propre marché intérieur. » [F. Engels « l'Anti-Dühring »]

Mais le P «C» F n'en a cure, car pour lui le chômage n'est pas une loi du système capitaliste qui s'impose aux capitalistes eux-mêmes, c'est un choix antisocial

délibéré. Il pourrait donc être résorbé sans renverser le capitalisme, mais avec un peu de bonne volonté par la « sécurisation du parcours professionnel ».

Ce n'est pas vraiment une invention puisqu'on la retrouve sous le terme de flexisécurité présentée par le commissaire européen à l'Emploi et aux Affaires sociales, Vladimir Spidla, et dans le programme électoral de Sarkozy [Nicolas Sarkozy : retrouvons le plein emploi grâce à la Sécurité Sociale Professionnelle -La Tribune - 12 décembre 2005]. Le P «C» F se distingue en préconisant de combler les périodes de chômage par des périodes de formation à de nouveaux emplois : « des parcours professionnels, à l'opposé de la précarisation. »

Concernant la formation des ouvriers dans le système capitaliste, Marx notait ceci : « ...faire apprendre à chaque ouvrier le plus de branches de travail possibles de façon que s'il est évincé d'une branche par l'emploi d'une nouvelle machine ou par une modification dans la division du travail, il puisse se caser ailleurs le plus facilement possible.

Supposons que ce soit possible:

La conséquence en serait que, lorsqu'il y aurait excédent de bras dans une branche de travail, cet excédent se produirait aussitôt dans toutes les autres branches de la production, et que la diminution du salaire dans une branche entraînerait encore plus fortement qu'auparavant une diminution générale immédiate. » [Marx - Travail salarié et Capital]



**COMMANDEZ L'ÉTOILE ROUGE
JOURNAL DE LA
JEUNESSE COMMUNISTE
MARXISTE LENINISTE**

CONTACT : JCML :

<http://jecomale.free.fr>

jcml.nationale@yahoo.fr



Lors des transformations technologiques liées à l'automatisation et à la conduite informatisée des installations, les capitalistes ont exigé un niveau d'instruction très supérieur pour l'embauche des ouvriers. Suite à la dégradation des grilles de classification dans les années 90 et au blocage des salaires, l'ouvrier doté d'un bac ou d'un BTS n'a pas été payé plus cher que son aîné 20 ans plus tôt titulaire d'un CAP.

L'aide à la conduite sur écran et la multiplication des modes opératoires a simplifié son apprentissage, rendant caduc tout le savoir pratique emmagasiné par les anciens.

Le surplus de formation n'aboutit donc qu'à garantir au capitaliste une polyvalence gratuite sur tous les postes de travail.

Il en résulte que si la formation scolaire ou extrascolaire peut sembler à chaque ouvrier pris isolément une porte de sortie vers une qualification ou une garantie d'emploi, en réalité le système capitaliste fait de cette formation une source de profit et un moyen de pression supplémentaire sur l'ensemble des salaires et des qualifications.

La formation des salariés, pas plus que les « nouvelles technologies », ne constituent donc absolument pas un viatique pour « un meilleur emploi, avec une garantie de droits et de revenus relevés » mais elles aboutissent dans la société capitaliste à accroître les profits et la concurrence entre les salariés.

De la « prévention des délocalisations » au financement public des entreprises.

Dans ses *Propositions pour prévenir et stopper les délocalisations destructrices d'emplois* [Commission économie-social-finances - mis en ligne le 1er novembre 2005], le P«C»F prétend opposer des mesures immédiates aux délocalisations : « ... nous appelons dans chaque cas, les salariés, les populations, leurs élus à :

> **Exiger des préfets des moratoires suspensifs** pour examiner, avec des cellules de crise, incluant les salariés, leurs syndicats et les élus, la situation et voir si des possibilités alternatives existent pour répondre à la pression concurrentielle par la baisse d'autres coûts que les coûts salariaux et avec de nouveaux financements.

> **Exiger de faire rembourser par l'employeur toutes les aides publiques dont il a pu bénéficier** y compris pour passer aux 35 heures ou en matière de taxe professionnelle, s'il refuse de négocier.

> **De réclamer la création de Fonds régionaux pour l'emploi et la formation** afin d'encourager les entreprises concernées à sécuriser les emplois et les formations en se modernisant, au lieu de délocaliser. Ces Fonds prendraient en charge une partie des intérêts versés aux banques par les entreprises pour leur crédit à l'investissement. La prise en charge (bonification) serait d'autant plus importante que l'entreprise concernée s'engagerait à maintenir ou créer des emplois et à former ses personnels. Chaque Fonds régional pour l'emploi et la formation pourrait être immédiatement amorcé par le redéploiement, à cet effet, d'une partie des crédits d'action et de développement économique du budget du Conseil régional. »

La première mesure consiste à fournir des conseils de gestion gratuits aux entreprises, en mobilisant préfets, salariés, syndicats et élus.

La seconde n'empêche pas l'entreprise de délocaliser. Au contraire, elle la dissuadera – dans le cadre du capitalisme maintenu – de s'installer dans une région où de telles mesures sont appliquées.

La troisième consiste à financer avec l'argent public le remboursement des intérêts des emprunts d'investissement souscrits par les entreprises auprès des banques, voire des marchés financiers ou investisseurs étrangers (nb : la structure de financement des entreprises s'est transformée, utilisant des profits record pour augmenter l'autofinancement d'une part, et d'autre part en se détournant de l'endettement bancaire vers les financements externes (resp. 36 et 72%) [l'Etat de la France 2007-2008]).

Des Fonds Régionaux pour qui et pour quoi ?

La clé de voute du programme du P « C » F c'est le financement de ses projets économiques. En s'appuyant sur les régions « de gauche », il serait donc possible de grignoter le pouvoir capitaliste en établissant les bases roses d'un « nouveau crédit » sous la forme des *Fonds Régionaux pour l'Emploi et la Formation (FREF)* [<http://new.pcf.fr/spip.php?article4259>].

Il recueillerait les « 30 milliards d'euros accordés annuellement en exonération aux entreprises. » Rappelons que cet argent n'appartient pas à l'Etat mais aux salariés, qu'il s'agisse directement du salaire différé ou bien de son équivalent en impôts et en taxes payés par le peuple. Il serait donc détourné au profit des investissements privés.

« Ce FNEF serait partie prenante d'un **pôle financier public**, chargé de développer largement ce nouveau crédit, autour de la Caisse des dépôts (CDC), de la banque postale, d'Oséo... avec les banques mutualistes et coopératives (dans le respect de leurs statuts) et avec des banques nationalisées. [...] »

Mais à cause de la concurrence et de la concentration bancaire, ces organismes « publics » ont largement banalisé leur statut pour trouver une taille critique, dans le droit fil de l'Ecureuil. Les Caisses d'épargne et les Banques populaires ont créé la filiale d'investissement commune Natixis qui a plongé à cause des subprimes, le Crédit Mutuel a passé près de 300 millions d'euros de provisions sur des titres pourris.

Sans attendre l'initiative du P « C » F, la Caisse des dépôts transfère l'épargne populaire dans l'investissement industriel. [<http://lecercle.lesechos.fr/entreprises-marches/finance-marches/221130573/caisse-des-depots-un-nouvel-acteur-dans-le-financement>].

Sarkozy a rallongé OSEO de 3 milliards supplémentaires pour les prêts aux PME innovantes à partir de 2009. Et dans les faits OSEO n'apporte son soutien qu'aux entreprises sans difficultés et vise à rentrer dans ses placements.

Les *Fonds Régionaux pour l'Emploi et la Formation*, qui existent déjà, ne sont nullement une alternative au capitalisme et ne menacent pas son existence.

Selon le P «C» F, ce financement public soulagerait les entreprises des prélèvements financiers. Or ces prélèvements financiers ne disparaissent pas. Seule une fraction de la partie usuraire des prêts n'est plus imputée sur les profits des entreprises mais sur les fonds régionaux. Ainsi la finance se rétribue sur la collectivité.

Le projet révisionniste ne se distingue en rien de celui de tous les partis bourgeois, promettant un capitalisme « entrepreneurial », à cette différence près qu'il est présenté comme l'aboutissement des espoirs populaires et une garantie pour l'emploi, les bons salaires et la formation gratifiante à la clé...

Or tout compte fait, soit l'augmentation des effectifs et des salaires reste inférieure au cadeau fait à ces entreprises, et dans ce cas ce sont les masses qui financent elles-mêmes leurs emplois et leurs augmentations de salaires.

Soit l'augmentation des effectifs et des salaires diminue la productivité et les profits de telle sorte que les PME en question ne seront plus du tout incitées par ce montage financier et auront tout avantage à emprunter ailleurs, suivant la loi d'airain inchangée de la recherche du taux de profit maximum.

Le CAC 40 : pas concerné

On aura peut-être noté au passage que *les grands groupes qui empruntent, eux, sur le marché financier et qui font du cash*, sont ici écartés du sujet qui ne concerne que les PME ou TPE. Du coup, la question de la sous-traitance qui traverse toutes les relations entre les grands groupes et les PME ou TPE est écartée elle aussi. Or c'est le CAC 40 qui domine le capitalisme français. C'est lui qui impose sa loi, dicte la conduite de ses vassaux, normalise leur production, détermine leur productivité et leur fait éventuellement manger la grenouille. C'est également le CAC 40 qui est le champion de la délocalisation. La théorie du *grignotage* du capitalisme par les régions est donc aussi foireuse que les combines des Pieds Nickelés.

Le projet économique révisionniste n'apporte aucun remède pérenne ni au chômage ni aux délocalisations, il ne diminue en rien l'exploitation capitaliste. Au contraire, il permet aux PME d'augmenter leurs profits avec l'argent public et de former gratuitement la main d'œuvre, afin de concurrencer le marché mondial du travail.

Le pouvoir du capital financier sur le capital industriel n'est nullement diminué et la domination du CAC 40 est préservée.

Il faut renverser le capitalisme

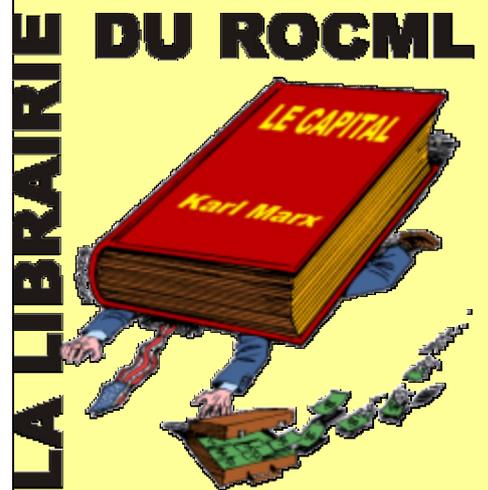
La stratégie électoraliste du P «C» F n'est compatible avec aucune forme de coercition envers les capitalistes.

Le rejet de la notion de dictature du prolétariat a pour conséquence l'impossibilité pour la classe ouvrière et le peuple de voir appliquer la moindre décision qui ne serait pas librement consentie par le patronat, les banques, les principaux actionnaires et les grands propriétaires fonciers.

La crise que nous vivons montre une fois de plus que le capitalisme ne peut pas se réformer et qu'il doit céder la place à la propriété collective des moyens de production, au socialisme.

La dictature capitaliste qu'exerce l'Etat bourgeois sur le peuple doit être remplacée par une dictature prolétarienne exercée sur les exploités, seul moyen de mettre un terme aux délocalisations, au chômage, à la spéculation, aux crises économiques, aux guerres d'agression, et de partager équitablement les fruits de notre travail.

Editions Prolétariennes / Mairie – Place de l'Hôtel de Ville
71700 – TOURNUS



• LA GRANDE CONSPIRATION CONTRE LA RUSSIE SOVIÉTIQUE

• LE SOI-DISANT TESTAMENT DE LÉNINE

• LES MENSONGES SUR L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE

• FALSIFICATEURS DE L'HISTOIRE

• LE PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS APRÈS LA PRISE DU POUVOIR PAR LES RÉVISIONNISTES KHROUCHTCHÉVIENS Par Bill BLAND

• CONTRIBUTIONS A L'ANALYSE DU PROCESSUS DE RESTAURATION DU CAPITALISME EN URSS

• LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE L'OUVRAGE DE STALINE « LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES DU SOCIALISME EN URSS » - Bill Bland 1994

• LES FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA GUERRE ET DE LA PAIX EN URSS - BC. FRIEDL suivi du cahier de Lénine sur Clausewitz

• STALINE ET LA LUTTE POUR LA RÉFORME DÉMOCRATIQUE - Grower Furr

• LÉNINE ET L'ORGANISATION

• MANUEL D'ÉCONOMIE POLITIQUE - Moscou 1955

• LE CAPITAL - Édition populaire - J. Borchardt 1919

• Et les CLASSIQUES DU MARXISME LÉNINISME (MARX, ENGELS, LÉNINE, STALINE)

• SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE (ROCML)

• LE PROCESSUS DU SOULÈVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE (ROCML)

PASSER COMMANDE AUPRÈS DE NOS MILITANTS ou par COURRIEL
(Roc.ml@laposte.net)

SANS SON ORGANISATION POLITIQUE, LE PROLÉTARIAT NE PEUT MENER LA LUTTE IDÉOLOGIQUE ET FAIRE ABOUTIR SES LUTTES DE CLASSE

Pour connaître un mouvement ou un parti politique, on examine le contenu de ses actes, ses prises de positions théoriques et politiques, et on examine quels intérêts de classe il exprime dans tel ou tel événement. On peut faire des constats justes et interpréter correctement la réalité. Mais cela ne suffit pas pour développer une ligne juste et changer cette réalité dans l'intérêt du prolétariat. Pour être efficace, toute classe doit avoir sa propre organisation pour suivre ses propres objectifs.

Même si individuellement, un ouvrier peut être sous l'influence de la bourgeoisie au point de défendre la bourgeoisie et inversement un bourgeois défendre les intérêts du prolétariat, on n'a jamais vu une classe organisée et consciente défendre les intérêts d'une autre classe.

L'histoire progresse avec ses propres lois. Les intérêts respectifs de classes différentes ne peuvent coexister que dans certaines périodes particulières. En revanche, la naissance du nouveau est toujours violente. Comme le disait Lénine, « *A une époque révolutionnaire, les discussions théoriques sur des thèmes sociaux sont tranchées par l'action déclarée des différentes classes sociales* ». Lénine, tome 8, page 318.

Une révolution, une crise révolutionnaire ne se présente pas chaque jour. Dans les périodes ordinaires, les classes ne se mobilisent pas autour de leurs programmes. Pour les prolétaires, cela se traduit par divers types d'illusions, en particulier quand il manque un parti communiste marxiste léniniste. Telle est la raison pour laquelle les communistes ont pour tâche, quelles que soient les circonstances, et donc dès aujourd'hui, de construire une organisation unique et centralisée pour maîtriser les événements de manière ferme et mûre.

Quelques observations et remarques pour illustrer notre théorie :

Aujourd'hui, bien qu'elles soient révoltées par les effets de l'exploitation capitaliste aggravés par la crise, la classe ouvrière et les couches populaires sont loin d'être organisées autour de leur programme de classe. Cette situation a ses racines dans la trahison du révisionnisme moderne et les déviations du mouvement communiste depuis cinquante ans, avec comme résultat la disparition du Parti Communiste en tant que parti marxiste léniniste.

Parallèlement à ce phénomène politique, la réorganisation de la société capitaliste notamment dans les pays impérialistes a produit de nouveaux conflits ces dernières décennies. En face de la réorganisation du capitalisme à l'échelle mondiale, une partie des couches moyennes et petites de la bourgeoisie a perdu et continue de perdre certains de ses avantages passés. C'est pourquoi ces couches font entendre leurs revendications : rétablir l'industrie française, sauver les PME, taxer les grands groupes...

Mais tout ce programme est incapable de résoudre le pourrissement du capitalisme, la crise, le chômage, la misère, la guerre.

Toute l'histoire du capitalisme est faite de destructions. Il suffit de regarder : destruction de la petite exploitation agricole, destruction des petites et moyennes entreprises au bénéfice d'une concentration régulière dans de grandes entreprises de caractère monopoliste. Depuis le début du vingtième siècle, Lénine a caractérisé notre époque comme celle du capitalisme monopoliste, l'impérialisme. Nous ne sommes pas sortis de cette époque, même si l'impérialisme a développé de nouvelles formes de domination du monde par les monopoles multinationaux.

Le capitalisme ne peut pas revenir en arrière. La petite bourgeoisie voudrait revenir en arrière, au temps de ses privilèges, mais elle rêve, et elle ne peut que rêver. Une partie d'entre elle écoute les sirènes du réformisme altermondialiste, une autre les sirènes de l'extrême droite. Mais elle n'a pas d'avenir en tant que classe dans le développement de la société. Le prolétariat au contraire peut envisager l'avenir avec optimisme. Il peut aussi rêver mais son rêve de classe à lui, est historiquement réalisable : c'est la société communiste.

Aussi longtemps que les moyens de production et de distribution des biens produits sera entre les mains d'une poignée d'individus possesseurs du capital, aucun problème de société ne pourra trouver de solution : ni la crise économique, ni le chômage, ni les conflits et guerres réactionnaires, ni la lutte des classes sous toutes ses formes (de la pétition à la guerre civile et la prise du pouvoir).

Les difficultés économiques, les licenciements, les fermetures d'usines, les désastres écologiques ne sont pas le résultat de l'incompétence des dirigeants politiques, mais caractéristiques de la société capitaliste.

C'est ce que ne veulent pas voir ou comprendre des mouvements comme ATTAC ou plus récemment, le mouvement des indignés :

Ce mouvement pris dans sa globalité au niveau mondial est le reflet d'une prise de conscience naïve de la réalité. Comme le remarquait Lénine, en 1915 au sujet de la guerre, « l'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. »¹.

On ne remet pas en cause ouvertement la société capitaliste. On cherche la solution dans la société. On demande à ceux-là même qui sont en charge de veiller aux intérêts de la classe exploiteuse, aux dirigeants politiques, d'agir pour la réguler, la « civiliser ». Dans un tract d'appel pour un rassemblement le 15 octobre 2011, il est proclamé :

“ Unis d'une seule voix, nous allons faire savoir aux politiciens, et aux élites financières qu'ils servent, que c'est à nous, le peuple, de décider de notre avenir. Nous ne sommes pas des marchandises entre leurs mains, ni entre celles des banquiers, qui ne nous représentent pas. Ces exigences sont incontournables et toute perspective de changement devra les exprimer et garantir leur mise en œuvre ! Le pouvoir financier, le capitalisme, ça suffit... ! Les indigné-es du monde entier continuent à montrer leur détermination à défendre leurs droits face à la finance. Ils exigent une démocratie réelle face aux politiques qui leur sont imposées sans tenir compte de leurs choix et de leur vie.”

Ce mouvement même s'il est resté très marginal en France, montre que des milliers de jeunes chômeurs et travailleurs de par le monde se rebellent contre cette société capitaliste mais restent victimes des illusions « démocratiques » qu'elle propage. Et l'indignation seule est bien impuissante devant les forces puissamment organisées et armées du capital.

Pour faire face à ces forces, les combattre d'abord et les vaincre ensuite il n'y a pas d'autre voie que l'édification d'une force politique puissante porteuse des intérêts des exploités et opprimés.

Depuis deux ou trois décennies, toutes les tentatives de forme « nouvelle » d'organisations dont ATTAC a été le représentant typique ont été disqualifiées par la réalité.

Leur position de classe intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat les amène à rechercher une voie vers la conciliation avec la bourgeoisie. Ils ne comprennent pas que la conscience de classe se développe à travers les actions, se renforce ou décroît selon les divers moments de la lutte et s'affirme avec force dans les situations révolutionnaires. C'est une des raisons pour laquelle la bourgeoisie n'a pas intérêt à la continuité dans le temps de la mobilisation des masses qui suppose une organisation solide, un état-major qui dirige les opérations. Ces mouvements,

sans direction et sans organisation, ne font pas peur à la bourgeoisie. Elle les encourage même, car ainsi face à sa force économique, à son Etat (bureaucratie, police, armée, prison, justice...etc.) les prolétaires et tous les travailleurs se présentent les mains nues. Les mobilisations pour la retraite en 2010, sont là pour le démontrer.

Stephane Hessel, dans son livre « Indignez-vous » publié en janvier 2011, écrit « l'immense écart qui existe entre les très pauvres et le très riches ne cesse de s'accroître. C'est une innovation des XXe et XXI e siècle. Les très pauvres dans le monde d'aujourd'hui gagnent à peine deux dollars par jour. On ne peut pas laisser cet écart se creuser encore. Ce constat seul doit susciter un engagement. » (Indignez Vous, page 14). On cherchera vainement dans le texte Mr l'ambassadeur Hessel une explication de ce phénomène contre lequel il faut s'engager !

Et pour cause, tenant pour acquit immuable la société capitaliste il ne peut aller chercher l'explication dans la logique même du développement du capitalisme. Il ne dit pas un mot de l'exploitation de l'homme par l'homme. Jamais il ne met en cause l'impérialisme. Par contre il se complimente pour avoir été le co-auteur du texte des « droits de l'homme » en 1948. Il passe sous silence que dans la réalité ce texte est un chiffon de papier, les peuples, Palestinien, Tamoul, Kurde...et beaucoup d'autres peuples ne jouissent pas de tous leurs droits. Et bien sûr en bon démocrate il est non-violent mais est obligé d'admettre du bout des lèvres la violence populaire : « je pense bien évidemment que le terrorisme est inacceptable, mais il faut reconnaître que lorsque l'on est occupé avec des moyen militaires infiniment supérieurs aux vôtres, la réaction populaire ne peut pas être que non-violente. » page 18.

Pour conclure brièvement, le mouvement des indignés, pas plus que son prédécesseur ATTAC, n'a de chances de se développer et de durer dans le temps. Les contradictions du système capitaliste-impérialiste qui s'aggravent balayeront toutes les illusions pacifistes et démocratiques.

Elles montreront de plus en plus la nécessité d'un Parti Communiste Révolutionnaire Proletarien.

« les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, mais ce qui importe, c'est de le transformer. » (*Thèses sur Feuerbach*, K. Marx)

¹ Voir Lénine sur « *La guerre et la paix* » éditions de Pékin p 26

CONSTRUIRE L'ORGANISATION COMMUNISTE: UNE TÂCHE HISTORIQUE ET ACTUELLE

La grande régression révisionniste du mouvement communiste et ouvrier international déclenchée par le XXe congrès du PCUS en 1956 a conduit soit à la disparition pure et simple des partis communistes soit à leur transformation en partis socio-démocrates qui prônent la collaboration de classe avec la bourgeoisie et la participation active au parlementarisme bourgeois. Ils ont progressivement purgé de leurs statuts toute référence au marxisme-léninisme pour le remplacer par un magma pseudo théorique. Qu'elles se nomment : *troisième voie* ou *politique de la main tendue* toutes ces théories fumeuses ne peuvent masquer le fait que les partis communistes révisionnistes pataugent dans les eaux fétides de la bourgeoisie qu'ils servent. Ils ne sont plus que des rouages de la société bourgeoise, n'ayant pour d'autres horizons que le statu-quo capitaliste.

Aujourd'hui le prolétariat n'a plus conscience de sa mission historique et la refuse même du fait de la pression de l'idéologie bourgeoise et de la criminalisation du communisme. En effet les masses en ont une image dégradée et repoussante, image véhiculée et projetée par les puissants moyens de propagande de la bourgeoisie. La classe ouvrière se restreint donc à des luttes défensives économiques limitées contre les attaques du capital.

Des décennies de domination révisionniste ont abouti à la rupture de la liaison entre le socialisme et le mouvement ouvrier (liaison qui est à la base du communisme). En conséquence les marxistes léninistes (ou ceux qui s'en réclament) se retrouvent isolés, non organisés ou éparpillés dans de multiples organisations rivales coupées des nouvelles générations d'ouvriers qui n'ont pas vécu l'histoire du communisme.

Devant cette situation il n'est pas un communiste conséquent qui n'ait conscience de sa tâche principale à savoir l'édification du parti de la classe ouvrière. Tant qu'ils resteront isolés les communistes seront objectivement inexistantes sur le terrain de la lutte politique et impuissants à gagner au communisme les éléments les plus conscients des travailleurs.

Contrairement à tous les révisionnistes comme Georges Marchais qui déclarait qu'on pourrait aller au socialisme sans la lutte de classe et que la dictature du prolétariat était inutile compte tenu de l'évolution du capitalisme et de la fusion des classes sociales (rendant de fait caduque la nécessité d'un parti prolétarien) nous affirmons que la classe ouvrière a toujours besoin d'un parti de classe, luttant pour ses intérêts et ayant pour but de réaliser son émancipation :

« La classe trouve son aboutissement dans le parti, forme d'organisation suprême de la classe qui y puise une existence originale et dynamique et détermine en retour l'évolution de la société toute entière » (Marx et Engels *Le par-*

ti de classe).

La progressive déliquescence du PCF, transformé en simple réserve de voix pour le PS, est la preuve de la faillite du projet révisionniste. En se vautrant dans le réformisme et le parlementarisme bourgeois, en n'ayant pour autre horizon que de gérer la misère et l'exploitation engendrées par le système capitaliste les prétendus communistes ont trahi la classe ouvrière. Cette dernière, dégoûtée par les trahisons et reculades en série, ne s'est pas trompée en l'abandonnant à sa lente agonie. Le PCF n'est plus qu'un champ de ruines, un parti malade et débile qui a confié son devenir entre les mains d'un transfuge du Parti socialiste (Jean Luc Mélenchon) dont les gesticulations, discours démagogiques ou autres provocations ne pourront masquer le fait qu'il sert les intérêts de la bourgeoisie.

Comme nous l'a enseigné le camarade Lénine : « *L'organisation est la force de la classe ouvrière. Sans l'organisation des masses, le prolétariat est nul. L'organisation, c'est l'unité d'action, l'unité de l'intervention pratique* ».

Cette phrase constitue un enseignement incontournable pour tout communiste. En effet on ne peut être considéré comme tel si on n'est pas convaincu de la nécessité d'un état-major pour diriger la lutte révolutionnaire et qu'on n'œuvre pas pour la réalisation concrète de celui-ci. La constitution d'une organisation de combat, composée de révolutionnaires professionnels rompus à la lutte politique n'est pas facultative, elle est obligatoire et constitue un passage obligé quelles que soient les conditions, les époques, les situations.

La présence d'une véritable organisation d'avant-garde et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances même durant les périodes de reflux. Bien plus, c'est durant justement ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire car lorsque la déflagration se produit il est trop tard pour créer une organisation.

Car c'est lorsque l'explosion révolutionnaire se produit que le parti doit être en mesure de déployer immédiatement ses activités. Voilà pourquoi la création d'une véritable organisation de combat et composée de révolutionnaires professionnels est indispensable car il ne peut y avoir de réelle victoire sur la bourgeoisie sans parti prolétarien. L'histoire du mouvement ouvrier est remplie de révoltes, révolutions avortées ou écrasées dans le sang du fait de l'absence d'une réelle organisation propre aux révolutionnaires. L'exemple le plus frappant est sans doute celui de la Commune de Paris de 1871. Alors que le prolétariat parisien disposait d'importants moyens notamment militaires il ne sut pas les utiliser pleinement et laissa le temps à la bourgeoisie de se réorganiser et de mettre sur pied une nouvelle force armée.

Le chaos dans l'organisation de la défense de la ville s'explique par la domination des idéologies petites bourgeoises comme le proudhonisme et le blanquisme qui exerçaient alors une forte attraction auprès des masses ouvrières, quant aux marxistes (comme Eugène Varlin) ils étaient minoritaires. Avant de poursuivre j'aimerais profiter de cet exemple pour introduire la distinction entre parti historique et parti formel.

Il existe un parti historique et il existe un parti formel. Le parti historique est l'ensemble de l'élaboration théorique, du programme, des thèses, de l'expérience historique du communisme. C'est donc pour parler clair une théorie, un programme, une stratégie, une tactique, qui tous constituent les fondements du communisme. Puis il existe un parti formel. Cela veut dire qu'il est la traduction de cet ensemble : théorie, programme, stratégie, tactique, dans une structure organisée et engagée dans la lutte pour le communisme. C'est cet organisme qui ressent de façon inévitable les hauts et les bas de la lutte de classe, des moments favorables comme défavorables, des victoires comme des défaites. Il n'y a pas, qu'on le comprenne bien, de fracture entre parti historique et parti formel. Il ne s'agit pas de deux moments séparés et successifs.

Le parti historique doit tendre à se traduire en parti formel ; le parti formel doit s'identifier au parti historique, car autrement il serait privé de théorie, de programme, de stratégie et de tactique communistes .

Dans le passage suivant, Marx montre que le parti historique ne peut être détruit, mieux encore il resurgit toujours plus puissant : « *Après la chute de la Commune de Paris, il était naturel que toute organisation de la classe ouvrière en France fût momentanément brisée ; mais aujourd'hui [1878] elle commence de nouveau à se développer. D'autre part, à l'heure actuelle, les Slaves, notamment en Pologne, Bohême et Russie, malgré tous les obstacles politiques et sociaux, commencent à participer au mouvement international, et ce avec une ampleur que les plus optimistes d'entre nous ne prévoyaient pas en 1872. Ainsi, au lieu d'être morte, l'Internationale n'a quitté sa première période d'incubation que pour entrer dans une phase supérieure de développement, dans laquelle ses tendances originelles sont déjà en partie réalisées. Dans le cours de ce développement croissant, elle aura à subir encore bien des métamorphoses, avant qu'elle puisse écrire le dernier chapitre de son histoire.* »

Ce jugement a été confirmé par l'évolution sociale, économique et politique de toute la société européenne et s'est imposé à l'action militante de tous les prolétaires révolutionnaires : constitution du prolétariat en classe, donc en parti ; assaut prolétarien contre le pouvoir bourgeois, et instauration d'un État prolétarien nouveau avec l'érection du prolétariat français en classe dominante, à la grande terreur de toutes les classes dominantes du monde. En conséquence, la IIe Internationale ne pouvait se créer, à la fin de la seconde grande vague contre-révolutionnaire, que sur les principes du socialisme scientifique de Marx-Engels, du prolétariat moderne.

Le massacre des communards ne fut pas vain, bien au

contraire. Il fut riche en enseignements et c'est parce que les révolutionnaires ont tiré les leçons de cet échec que le mouvement communiste a pu triompher par la suite. « *De plus malgré une sévère défaite on ne repart jamais de zéro pour rebâtir le parti formel. Une fois atteint un certain niveau d'organisation, même après une défaite et une chute apparente très profonde et très longue, la reprise du mouvement ouvrier s'effectue, dès le départ, au niveau maximal atteint au palier précédent. En conséquence, à chaque période historique successive, la formation du prolétariat en classe, donc en parti, part d'un niveau plus élevé, donc de conditions plus radicales.* »¹

De la même façon que la Commune de Paris a constitué une étape marquante dans l'évolution du parti prolétarien, la première guerre mondiale fut fondatrice d'un nouveau type d'organisation et de la liquidation de l'ancien type de parti social-démocrate. La guerre interimpérialiste de 1914-1918 devait mettre à jour la trahison des opportunistes et faire triompher la conception du parti défendu par Lénine, à savoir celle d'un parti communiste défendant uniquement les intérêts du prolétariat et ne pouvant admettre en son sein plusieurs groupes (les démocrates bourgeois et petits-bourgeois n'y avaient plus leur place comme c'était le cas dans les partis sociaux-démocrates).

La possibilité de fonder un parti sur un regroupement basé sur des alliances momentanées était donc définitivement rejetée pour les authentiques communistes. Dans les conditions actuelles (domination du révisionnisme, absence d'internationale communiste...etc.) les enseignements de Lénine sur la constitution d'un parti authentiquement prolétarien sont plus que jamais impératifs. En effet, il faut se rappeler que le parti bolchévik put diriger la révolution en 1917 car il fut le seul, dès 1912, à se séparer organiquement des opportunistes.

La restauration du capitalisme en URSS après la mort de Staline en 1953, la fin du camp socialiste et le triomphe du révisionnisme khrouchtchévien ont porté un coup très dur au mouvement communiste international réduisant progressivement l'action et l'audience des marxistes léninistes auprès des masses. En France, le parti formel s'est réduit à un petit nombre d'éléments quasi privés d'une réelle influence sur la classe ouvrière. Mais il est primordial que ces quelques éléments défendent le parti historique de toutes leurs forces, en cherchant à le faire vivre dans la réalité, qu'ils soient ridiculisés ou ignorés de la grande majorité. Et ceci est l'essentiel, afin qu'au moment où se représenteront des conditions objectives plus favorables (et le cycle de l'économie capitaliste ne peut faire autrement que les créer continuellement, à cause des contradictions internes qui lui sont propres), le communisme puisse alors trouver des forces plus nombreuses.

¹ Roger Dangeville dans « *Marx, Engels : le parti de classe, Tome 1, Théorie, activité* ».

De cet aperçu rapide sur la question du parti nous retiendrons le lien indissoluble entre la classe et le parti à tel point que l'on peut dire que la classe ne peut aller à la révolution sans le parti de même que le parti ne peut aller sans la classe. La constitution du prolétariat en classe (et donc en parti) n'est pas une chose aisée, elle nécessite des efforts continus et acharnés de la part des communistes pour surmonter tous les obstacles et écueils. Mais la fondation du parti ne saurait se résumer à la seule volonté d'individus de créer pour la classe ouvrière un instrument de lutte. Il s'agit d'une nécessité qui correspond à la mission historique du prolétariat d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer la société sans classe, le communisme.

De plus il n'existe pas de recettes toutes faites pour la création d'un tel parti, on ne saurait le créer par la simple application mécanique de principes généraux. Non, sa fondation requiert de tenir compte de tâches historiques précises correspondant à l'état général du mouvement communiste international et de celui de son propre pays. Bien sûr, les expériences antérieures constituent pour nous de formidables exemples pour la construction d'un parti révolutionnaire en France mais il s'agit d'éviter à tous prix les copier-coller qui ne tiendraient pas compte des spécificités de chaque période historique. De même qu'à l'époque de Lénine le parti bolchévique ne s'est pas créé en un jour, la renaissance en France d'une organisation révolutionnaire communiste nécessitera de longues années de labeur.

Comme on peut le constater la tâche des communistes est immense. La domination sans partage de l'Etat bourgeois, les moyens de répression et de désinformation à sa disposition, l'absence d'un parti révolutionnaire en lien avec les masses exploitées pourraient en décourager plus d'un. Cependant l'aggravation des contradictions interimpérialistes, illustrée par les récents conflits de reconquête coloniale comme l'Irak en 2003, La Libye et la Côte d'Ivoire en 2011, a de lourdes conséquences sur le tissu social-économique des pays en déclin dont les bourgeoisies sont parties en guerre contre le niveau de vie des travailleurs (exemple de la réforme des retraites en France).

On assiste donc au sein des métropoles impérialistes à une remise en cause des acquis sociaux qui ouvre une nouvelle période d'exacerbation de la lutte de classe. Il est donc urgent de redonner à la classe ouvrière son parti, son centre nerveux, pour parler simple sa tête afin qu'elle puisse dépasser le cadre restreint des luttes économiques, qu'elle puisse enfin disputer l'hégémonie de la bourgeoisie sur le plan politique. De passer de la défense des acquis sociaux à l'offensive contre la bourgeoisie afin de renverser le système capitaliste car comme disait le camarade Lénine :

En se cantonnant dans la lutte économique, la classe ouvrière perd son indépendance politique, se traîne à la remorque d'autres partis, trahit la grande devise : l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

F.B.

DEMAIN LA GUERRE ?

La guerre c'est mauvais pour le peuple

Peut-être avez-vous eu une grand-mère pour vous raconter les souffrances de la guerre de 39-40, l'exode, la privation, la peur... Ou peut-être avez-vous eu une grand-mère algérienne pour vous raconter la sale guerre que l'impérialisme français a menée à son peuple. Peut-être avez-vous été à l'école avec des enfants venus d'Afghanistan, de Tchétchénie ou d'ailleurs pour fuir les guerres que les puissances impérialistes mènent aux peuples des pays dominés pour leur voler leur gaz et leur pétrole.

La guerre pour un peuple, c'est un drame qui marque des générations entières et dont ceux qui l'ont vécu pleurent encore 60 ans plus tard. Nous n'avons pas connu la guerre et pourtant nous sentons dans notre chair à quel point la guerre, c'est laid. A quel point la guerre n'apporte rien au peuple.

Nous n'avons pas connu la guerre. La guerre n'a pas touché le territoire français depuis 1945. On nous dit que c'est grâce à l'Europe. Mais l'Europe n'a pas empêché l'armée française de faire la guerre constamment, hier contre les peuples indochinois et algérien, aujourd'hui contre le peuple afghan. En ex-Yougoslavie, dans les années 90, les impérialismes français, allemand, états-unien et russe se faisaient la guerre par peuples interposés.

Aujourd'hui l'Europe connaît sa plus grande crise depuis 1929, et l'on voit réapparaître en Europe des phénomènes que beaucoup croyaient définitivement révolus : l'extrême droite est au pouvoir en Hongrie, elle participe au gouvernement d'union nationale en Grèce, un climat de nationalisme et de racisme se développe partout.

Des politiciens de droite et de gauche prêchent le protectionnisme. Alors que la crise du capitalisme est mondiale, les médias nous désignent tour à tour des boucs-émissaires à nos malheurs : tantôt les Etats-Uniens, tantôt les Chinois, tantôt les Grecs, tantôt les Allemands dont on nous disait pourtant il n'y a pas si longtemps qu'ils étaient nos amis pour la vie.

Il n'y a pas si longtemps, celles et ceux qui parlaient de guerre passaient pour des attardés ou des farfelus : on nous avait tellement répété que l'Europe nous garantissait une paix éternelle. Désormais d'éminents stratèges bourgeois nous sortent des livres à gros tirages pour nous préparer à cette éventualité.

Au fur et à mesure que la crise s'approfondit, les puissances impérialistes se lancent dans des aventures guerrières de plus en plus dangereuses. Hier, la guerre contre la Libye a tendu les relations de la France et des Etats-Unis avec la Russie et la Chine. Demain, une guerre contre la Syrie pourrait les rompre. Et après-demain, qui sait où nous conduirait une guerre contre l'Iran ?

Pourquoi, quand on sait ce que signifie la guerre pour le peuple, nos dirigeants continuent-ils à nous conduire vers le chaos. Pourquoi ne freinent-ils pas ? Pourquoi ne font-ils pas marche-arrière ? Tout simplement parce qu'ils ne contrôlent pas grand-chose à leur propre système. De plus ils ne risquent pas grand-chose : en cas de guerre, ce n'est pas eux qui mourront. Et puis la guerre, c'est bon pour les affaires.

La guerre, c'est bon pour les affaires !

Le capitalisme connaît à intervalle régulier des crises de surproduction. C'est un pas de géant dans l'histoire de l'humanité : jusqu'au capitalisme les hommes et les femmes mouraient de faim parce qu'ils ne produisaient pas assez, pour la première fois de l'histoire, ils meurent de faim parce qu'ils produisent trop.

A chaque grande crise de surproduction, comme celle que nous connaissons aujourd'hui, les capitalistes pressent les prolétaires pour extorquer plus de plus-value et maintenir leurs profits tant bien que mal. Mais, alors que la rivalité entre puissances impérialistes s'aiguise cela ne suffit pas. Une solution s'impose : la guerre de conquête, qui permet de désengorger le marché en détruisant des forces productives (usines et travailleurs en trop), de contrôler les matières premières et les voies de transport. Les récentes guerres françaises en Côte d'Ivoire et en Libye relèvent de cela.

Ensuite, après la saignée, les capitalistes relancent l'économie en faisant reconstruire le pays par les survivants.

Ce ne sont pas les bourgeois qui paient les guerres, mais les impôts qu'ils prélèvent sur leur population (qui a intérêt à se laisser faire si elle ne veut pas être accusée de trahison). Ces impôts servent à financer les bombes que l'on s'apprête à balancer sur le peuple voisin. Une fois qu'ils ont bien détruit leur pays, les bourgeois peuvent obliger le peuple en question à payer les entreprises du pays vainqueur pour qu'elles le reconstruisent.

On se souvient de la bonne blague que l'armée des USA avait jouée aux habitants du Havre lors de la dernière guerre mondiale : le 5 septembre 1944, alors qu'il n'y avait aucun intérêt militaire à le faire, ils ont consciencieusement bombardé les quartiers ouvriers de la ville, faisant 5123 morts. Par miracle, aucune bombe n'a endommagé les installations militaires, ce qui a permis aux entreprises de BTP des

USA de débarquer pour tout reconstruire. Ils ont trouvé ça tellement drôle qu'ils ont refait le coup aux Irakiens en 2004.

Attitude des communistes en cas de guerre

Tout ce qui est bon pour la bourgeoisie est mauvais pour le prolétariat. Les communistes sont pour le prolétariat, donc en cas de guerre, ils soutiennent la défaite de leur propre bourgeoisie. Les communistes se moquent de savoir qui a commencé, on n'est pas dans une course de récré. Molotov nous enseigne que c'est la nature de classe qui nous permet de distinguer l'agresseur de l'agressé dans une guerre. Dans une guerre inter-impérialiste, tout le monde est agresseur, tout le monde est coupable, tout le monde a les mains pleines de sang.

Nos vies ne valent pas plus cher aux yeux de notre bourgeoisie qu'aux yeux des bourgeoisies russe, chinoise, allemande ou états-unienne. Pour tous ces beaux messieurs nous sommes de la viande à canon.

Ne nous laissons pas prendre au piège de leurs belles paroles sur l'unité nationale. Il y a deux nations : la leur et la notre. L'ennemi est dans notre pays. Les socialistes français ont perdu l'honneur en 1914 en appelant les prolétaires à faire la guerre pour renverser la bourgeoisie allemande. Nous nous contenterons plus modestement de déclarer la guerre à la guerre pour renverser la bourgeoisie française. Et ça ne sera pas facile.

Ca ne sera pas facile parce que nous aurons TF1 contre nous, parce qu'on se fera taper dessus dans les repas de famille, jeter en prison et éventuellement fusiller pour haute trahison.

Tout ce qui est bon pour le prolétariat est mauvais pour la bourgeoisie.

En luttant contre les guerres impérialistes, en soutenant les peuples pris pour cibles dans ces guerres, en soutenant leur lutte pour leur libération, les communistes luttent pour l'avenir socialiste de leur pays. Ils savent pourquoi ils luttent et pourquoi ils meurent, ils savent que n'est plus pour les profits des beaux messieurs de la bourgeoisie. Qu'importe que les dirigeants politiques à la solde de l'impérialisme français nous qualifient de traîtres comme ils qualifient de terroristes ceux qui leur résistent! Désormais ils luttent et ils meurent pour leur classe et pour celles et ceux qu'ils aiment. Et ça en vaut la peine.

Nous lutterons donc pour l'indépendance nationale contre notre bourgeoisie, comme les communards en 1871 et comme nos aînés en 1941, comme les communistes de Palestine, du Kurdistan ou du Pays Basque. Nous penserons à eux et ça nous fera du bien. « Soit la révolution empêchera la guerre, soit la guerre provoquera la révolution » (Mao).

Kamo

DÉCLARATION DU ROCML APRÈS LA MORT DE MOUAMMAR KADHAFI

Mouammar Kadhafi est mort le 20 octobre 2011, blessé au cours d'une attaque aérienne de l'OTAN, lynché et achevé après sa capture par les mercenaires du CNT.

Ce dénouement est un succès pour l'impérialisme, ce n'est pas une bonne nouvelle pour les peuples. Même s'il ne soutenait pas la nature et les formes de l'Etat de la Jamahiriya, le ROCML déplore cette issue et condamne l'écoeuvante jubilation politico-médiatique qui l'accompagne.

1

Cette fin marque l'échec de la résistance acharnée des forces armées libyennes pourtant bien organisées, entraînées et soutenues par une partie importante de la population. Face à l'intervention prolongée et méthodique des forces armées de l'OTAN supérieures en moyens militaires (en particulier la maîtrise totale de l'espace aérien) avec l'ordre de tout détruire pour ouvrir la voie aux attaques terrestres de leurs mercenaires locaux, le combat était inégal. Les puissances impérialistes occidentales, et la France notamment, avaient décidé d'éliminer Kadhafi.

La guerre a accompli cette volonté, au prix de la destruction matérielle de tout un pays et de dizaines de milliers de victimes civiles que l'intervention de l'OTAN était cyniquement censée protéger.

La suite montrera quel type de pouvoir fantôme sortira des rivalités au sein du CNT et comment les richesses de la Libye seront partagées entre les puissances impérialistes et l'aristocratie rentière locale.

Une résistance armée prolongée des forces fidèles à Kadhafi pourrait compliquer l'installation et la consolidation rapide du nouvel ordre colonial.

2

La décision des puissances impérialistes occidentales d'en finir (y compris par une guerre de destruction massive) avec le pouvoir de Mouammar Kadhafi, montre le caractère vital pour elles de contrôler de manière absolue leurs zones de domination politique et de pillage des richesses naturelles.

Jouant sur leurs contradictions, Kadhafi entretenait avec les puissances impérialistes des relations instables, aléatoires, parfois imprévisibles et paradoxales. En échange d'une levée de l'embargo, il avait rouvert les vannes du pétrole libyen aux compagnies occidentales. Il était reçu en grande pompe il n'y a pas si longtemps, à Paris, par celui-là même qui a co-ordonné son assassinat. En jeu, la recherche de juteux contrats commerciaux, d'armements, de BTP, de communications, de services...et d'exploitation des ressources pétrolières.

Comme ce fut le cas pour Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, la faute de Kadhafi fut de ne pas toujours tenir ses promesses, de ne pas fermer la route à la pénétration des nouveaux impérialismes concurrents (la Chine et la Russie notamment), et d'encourager les autres pays d'Afrique à résister aux pressions accrues des vieilles puissances coloniales.

Après l'Irak, l'Afghanistan, la Yougoslavie, la Côte d'Ivoire, la guerre contre la Libye montre que les pays impérialistes occidentaux sont prêts à tout pour barrer la route à leurs rivaux et qu'il est désormais interdit aux pays dominés de prendre des libertés vis-à-vis de leurs maîtres actuels.

La crise économique mondiale de surproduction aiguise les rivalités entre puissances impérialistes anciennes et nouvelles et en même temps entre les puissances impérialistes et les peuples dominés qui veulent s'émanciper de leur tutelle. De nouvelles guerres de domination ou de reconquête coloniale vont éclater. Les médias aux ordres des monopoles capitalistes y préparent quotidiennement l'opinion.

Ex puissance coloniale ayant réussi à maintenir sa domination sur ses anciennes colonies, la France est particulièrement en pointe dans les actes de guerre destinés à maintenir ou à imposer des pouvoirs fantômes. La responsabilité des communistes en France n'en est que plus grande.

3

Le ROCML constate qu'aucun mouvement ne s'est dressé en France contre l'intervention de l'armée impérialiste française contre la Libye.

Deux cent mille personnes avaient manifesté à Paris avant l'invasion de l'Irak par les forces armées étatsuniennes. Contre l'agression française en Libye, RIEN ! Au mieux, des déclarations. Le ROCML déplore cette absence de mobilisation des forces anti-impérialistes qui, d'habitude, se manifestent contre les guerres de type colonial. Que les partis de droite soutiennent la guerre impérialiste, c'est normal. Qu'à cette occasion le parti socialiste et les verts accordent leur soutien à Sarkozy n'est pas pour surprendre des communistes marxistes-léninistes : les socialistes, qu'ils soient peints en rose ou en vert, ont toujours soutenu les guerres de l'impérialisme français.

Que le PCF se borne à des critiques de nature humaniste et n'entreprenne aucune action susceptible de le mettre en contradiction avec son candidat aux présidentielles, le social-démocrate populiste Mélenchon, que le NPA refuse de combattre l'impérialisme au nom d'une prétendue défense de la démocratie... Cela non plus n'a rien pour surprendre.

GUADELOUPE LUTTE DE CLASSES ET LUTTE NATIONALE DANS L'UNE DES DERNIÈRES COLONIES FRANÇAISES

En revanche, que dans la mouvance communiste se réclamant du marxisme-léninisme, il n'ait pas été possible de trouver le moyen pour organiser et agir ensemble contre la guerre de notre propre impérialisme contre la Libye, cela nous interpelle directement.

Sans aller dans le détail des quelques tentatives restées sans suite pour lancer une dynamique unitaire (appel du ROCML le 21 mars, lettre ouverte de la JCML le 20 mai et proposition de déclaration commune de la RCC le 23 juin), aucune volonté d'action concrète commune contre la guerre impérialiste française en Libye ne s'est manifestée nationalement du côté d'organisations de la mouvance marxiste-léniniste comme le PCOF, l'URCF, le PRCF... Toutes ont fait des déclarations, mais aucune n'a fait de proposition aux autres organisations communistes marxistes-léninistes pour organiser ensemble un front le plus large possible pour combattre la guerre impérialiste, aucune n'a répondu positivement aux quelques initiatives lancées.

Le ROCML engage l'ensemble des adhérents des organisations qui se réclament du marxisme-léninisme à réfléchir à cette situation et à interpeller leurs dirigeants sur leur absence d'initiative unitaire alors que la situation concrète l'imposait.

Le système impérialiste mondial est en passe d'exploser car son espace d'expansion est limité. L'arrivée de nouvelles puissances dans cet espace contraint les anciennes à défendre leurs zones avec une agresseivité accrue et les rivalités qui les opposent entre elles conduisent à de nouvelles guerres.

Pour sa part, le ROCML est prêt à discuter toute proposition allant dans le sens de la construction d'un mouvement large contre les guerres impérialistes et en premier lieu contre celles perpétrées par l'impérialisme français.

Des paroles, il faut passer aux actes !

Le secrétariat du ROCML
Paris, le 23 octobre 2011

Durant le mouvement de lutte contre la réforme des retraites, il n'était pas rare d'entendre des militants critiquer l'inefficacité des manifs promenades et des grèves d'une journée espacées et rappeler comme un exemple la grande grève générale couronnée de succès menée par les travailleurs de la Guadeloupe au début de l'année 2009 sous la conduite du LPK et de son leader Elie Domota.

Dans ce numéro 6, LA VOIX DES COMMUNISTES veut apporter à ses lecteurs des éléments d'information sur le DROM de la Guadeloupe (Département Région d'Outre Mer), la nouvelle appellation des DOM, (ex Départements d'Outre Mer). Ces éléments permettent en effet de caractériser la nature et les liens du mouvement ouvrier avec le mouvement national guadeloupéen et de définir ainsi les positionnements et les tâches internationalistes des communistes de l'Hexagone.

En dépit de son appartenance institutionnelle à l'Etat Français, la Guadeloupe est depuis 1635 une colonie, c'est-à-dire une terre où s'exerce une surexploitation et une oppression nationale.

La situation sociale

Bien que département français, donc en principe égal aux autres départements, la Guadeloupe connaît une inégalité profonde avec la métropole.

La grève générale de 44 jours (du 20 janvier au 5 mars 2009) s'organisa concrètement autour du mot d'ordre « CONTRE LA VIE CHEBRE » décliné dans un programme de 120 revendications dont les principales étaient l'augmentation de 200 euros pour les plus bas salaires, la baisse du prix des carburants et des denrées de première nécessité, la diminution des impôts et des taxes...

Et pour cause :

La Guadeloupe compte 450 000 habitants. En 2007, le taux de chômage représentait 22,7% de la population totale de l'île et 39,8% des jeunes. Ce taux était de 8,1% en France métropolitaine. Dans l'Hexagone, il y avait 1,8% de la population qui touchait le RMI. En Guadeloupe, 7,11% !

Les salaires des ouvriers sont inférieurs à ceux pratiqués en France. En 2008, un ouvrier qualifié gagnait annuellement 16983 euros à Toulouse, 14674 euros à Pointe-à-Pître. Un ouvrier non qualifié 11853 euros à Rennes contre 10809 à Basse-Terre ! En même temps que la pauvreté des revenus des prolétaires, les prix des marchandises de première nécessité sont au contraire beaucoup plus élevés qu'en métropole.

Dans une enquête pour « Marianne », la reporter Bénédicte Charles découvrait que les prix sont 28% en moyenne plus élevés qu'en France. Dans la consommation courante, ils sont 65% plus élevés. Par exemple +107% pour les biscuits, +99% pour le riz et les pâtes. « Une heure au Carrefour de Baie-Mahaut suffit pour s'en convaincre... Le Nesquik en « promotion » : 5,88 euros. Le même sur le site d'un supermarché en ligne de métropole déjà réputé pour ses prix très parisiens : 2,30 euros. Un paquet de coquillettes : 1,98Euro contre 0,90. La bouteille de Ketchup : 2,47 euros contre 1,70. La farine fluide pour les gâteaux 2,49 contre 1,26. Le riz blanc long grain : 5,99 contre 3,99... »

Le niveau des prix est tel que l'Etat français ajoute une prime substantielle aux salaires des fonctionnaires en poste sur le territoire de l'île. Prime que n'ont pas, bien sûr, les travailleurs guadeloupéens

La question nationale

Qu'est-ce qui rend possible cette « pwofitasyon » (profitation dans la langue créole), c'est-à-dire ces surprofits extorqués au peuple guadeloupéen par la surexploitation du travail et les super bénéfices commerciaux ?

L'économie de la Guadeloupe, comme celle de l'île voisine de la Martinique, est dominée par une bourgeoisie d'origine coloniale, les békés, descendants des colons blancs esclavagistes qui ont exploité les richesses naturelles et humaines de génération en génération depuis le dix-septième siècle. Cette domination est protégée bien sûr par les rapports de domination coloniale imposés par l'Etat français, son administration, ses lois et ses forces répressives. L'abolition de l'esclavage n'a pas transformé dans leur nature les rapports d'exploitation esclavagistes : c'est toujours l'infime minorité blanche qui impose le système de « pwofitasyon » à la masse des descendants des anciens esclaves noirs importés d'Afrique.

L'exemple le plus typique de cette bourgeoisie coloniale est celui de Bernard HAYOT. Ses ancêtres se sont installés à la Martinique à la fin du dix-septième siècle. Le capital accumulé par les générations qui les ont suivis place aujourd'hui Bernard Hayot à la tête d'un groupe commercial et industriel déployé dans l'ensemble des DOM-TOM et même en France et en Chine ! Le Groupe Bernard Hayot dégage un chiffre d'affaire annuel de plus de 1,5 milliard d'Euros. Les biens fonciers et les profits engendrés par ses investissements divers font de Bernard Hayot la 119^{ème} fortune de France devant Amaury.

En Guadeloupe, il possède de multiples enseignes commerciales dont il a le monopole : Audi, Bamy, La Brioche Dorée, Carmo, Carrefour D, Destreland, Casino cafétéria, centre commercial Destreland, Décathlon, MrBricolage, Foto first, Holyday by car, Jumbo car, Rent a car, Michelin, Mitsubishi, Renault, Seat, Toyota, Yves Rocher...

La situation de quasi monopoles des entreprises de grande distribution permet d'imposer des prix exorbitants. Et cela ne se limite pas à l'empire de Bernard Hayot. C'est aussi le cas par exemple de la SARA, qui importe les carburants et les revend à des prix qui dépassent largement ceux pratiqués en métropole.

Elie Domota explique : **« Il y a en Guadeloupe des situations de monopole. Des groupes possèdent plus de 40% des surfaces commerciales. Il y a des ententes illicites sur les prix. Et des clauses d'exclusivité : certains produits se trouvent chez un seul et unique distributeur qui les revend au prix qu'il veut. Par exemple, si vous voulez acheter en France telle machine outil - vendue ici en exclusivité- on refusera de vous la vendre si vous vivez en Guadeloupe. Il vous faudra passer par le distributeur d'ici qui la vend deux fois plus cher. »**
« Ici, le distributeur est importateur. Et le grossiste est distributeur, d'où des situations de monopole. Mais l'administration Française, Yves Jégo en tête, n'a pas découvert ça en 2009 ! Or qu'est-ce qu'elle

a fait ? Rien. L'Etat français ne peut pas, et ne veut pas, arrêter la profitation. » ajoute Gaby Clavier secrétaire général de la branche santé et ancien secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe (UGTG).

L'exploitation forcenée des créoles noirs et métis par la bourgeoisie coloniale béké protégée par l'Etat Français explique pourquoi les revendications économiques et sociales sont liées à la lutte contre la puissance coloniale et à la revendication de l'indépendance : les salaires sont bas parce que la Guadeloupe est une colonie, les prix sont élevés parce que la Guadeloupe est une colonie. L'oppression nationale est partout parce que la Guadeloupe est une colonie maintenue dans cette situation par l'Etat français.

Lutte de classes et libération nationale sont donc imbriquées à tous les niveaux.

Voici quelques extraits de la première résolution issue du XII^{ème} congrès de l'UGTG (avril 2008) :

Considérant les rapports de domination coloniale, raciste et capitaliste qui caractérisent la société guadeloupéenne avec au sommet de l'échelle sociale les blancs français, békés et européens et en bas, les guadeloupéens d'origine africaine et indienne...

Le douzième congrès de l'UGTG...

Affirme que le chômage de masse qui frappe près de 40% de la population active, la précarité, la misère, l'exclusion, la prostitution, les cancers et autres pathologies directement liées à l'utilisation de produits prohibés en Europe mais autorisés « an péyi annou » (dans notre pays), la drogue, le sida, l'échec scolaire, la degue, le nombre croissant des IVG, la délinquance, la pollution des sols aux pesticides, ...ne relèvent ni de la fatalité ni d'une quelconque malédiction mais sont les résultats, la conséquence de choix politiques délibérés de l'Etat français, validés et soutenus par les valets locaux, visant à nous « démouner » et à annihiler toutes velléités de contestation sociale et politique des Guadeloupéens à l'égard de l'ordre colonial établi...

Soutient : que le droit du peuple guadeloupéen à l'autodétermination et à l'indépendance nationale est naturel, légitime et inaliénable, que les intérêts de la classe ouvrière, des producteurs, de la jeunesse, des créateurs, des retraités, ...ne seront préservés que par leur engagement dans la lutte pour la libération nationale et la pleine souveraineté.

Réaffirme l'appartenance de l'UGTG à la ligne syndicale de lutte de classe, de masse de confrontation, de contestation et de transformation sociale visant à éradiquer les rapports de domination capitaliste et coloniale « an péyi annou »...

Exhorte l'ensemble des militants des Unions et des Secteurs de l'UGTG à mettre en œuvre dans tous les secteurs d'activités, des revendications tant stratégiques que quotidiennes, répondant aux exigences des travailleurs et du peuple de Guadeloupe pour la libération complète de la classe ouvrière et du peuple guadeloupéen, pour l'indépendance nationale.

L'UGTG un syndicat gauchiste ? Réponse : l'UGTG a rassemblé 52% des votes aux élections prud'homales de 2008 ! Sa représentativité est donc indiscutable.

Formes et organisation de la lutte

Revenons sur le grand mouvement de 2009:

La grève générale a débuté le 20 janvier à l'appel de tous les syndicats du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon qui veut dire approximativement en créole, lien ou réseau contre le profit excessif). Le LKP regroupe quarante huit organisations politiques, syndicales, culturelles, de jeunes, représentant les travailleurs et toutes les couches populaires.

Le programme revendicatif du LKP à la base du mouvement a été discuté, enrichi, élaboré entre le 17 décembre et le 20 janvier au sein des « liyannaj a pawol » (collectifs de discussion) dans les villages, les quartiers des villes, les lieux de travail... et centralisé sous la forme d'une liste de plus de 140 revendications soutenues par toutes les organisations.

La principale de ces revendications était l'augmentation de 200 euros des plus bas salaires (jusqu'à 1,4 fois le SMIC) et la baisse des prix des carburants et des marchandises de base. Mais d'autres revendications, plus structurelles figuraient dans ce programme, comme l'aménagement du territoire en faveur d'une agriculture et d'infrastructures répondant aux intérêts du peuple, ou comme l'établissement de nouvelles règles dans les échanges commerciaux avec la métropole. L'ensemble du programme avec les organisations signataires est consultable sur le site internet officiel du LKP.

La lutte fut longue et déterminée : grève générale, piquets de grève dans les entreprises, manifestations combatives, barrages de routes pour s'opposer aux interventions policières... A tout moment, la direction du mouvement menée par Elie Domota a su trouver les formes de lutte pour créer le rapport de force contre le préfet de la Guadeloupe, le gouvernement français et le patronat local. Contraints à négocier, ces derniers vont recourir à toutes les manœuvres pour ne pas céder. Mais la mobilisation populaire fut à chaque fois à la hauteur pour que finalement, le 26 février soit signé l'accord portant sur les bas salaires, à savoir l'augmentation de 200 euros. Cet accord portera le nom de Jacques Bino, un syndicaliste de la CGTG tué par balles le 17 février.

Malgré des tergiversations provoquées par le gouvernement et le medef local à propos des modalités d'application des accords, la pression populaire fit céder définitivement l'Etat français et ses protégés les patrons békés.

L'essentiel du programme revendicatif était accepté, le 5 mars la grève générale prit fin.

Où en est-on aujourd'hui ?

Les communistes et les militants conscients le savent : ce que la bourgeoisie est contrainte de lâcher d'une main aujourd'hui, elle essaiera de le reprendre de l'autre quand elle le pourra.

Ainsi, depuis, l'application des accords Bino s'est heurtée à des interprétations restrictives de la part de l'Etat,

de la Région et du patronat guadeloupéen.

Parallèlement, des procès ont été intentés contre des syndicalistes guadeloupéens et martiniquais.

La bourgeoisie a activé ses méthodes de classe.

Les travailleurs et le peuple de la Guadeloupe aussi. Le LKP a prévenu : si les accords ne sont pas appliqués, la Guadeloupe va retomber dans une nouvelle crise sociale...

Le 15 décembre 2010, le LKP a lancé un appel intitulé : **Appel du LKP pour le lancement de l'opération « Déchoukaj de la pwofitasyon »**. Cet appel se terminait ainsi : **En conséquence, le LKP et les organisations qui le composent appellent les travailleurs et le peuple de Guadeloupe à s'organiser et à se placer résolument dans la perspective d'un nouveau mouvement, beaucoup plus ample qu'en janvier 2009 et d'une portée décisive, mouvement renforcé par l'expérience de nos deux années de lutte.**

Le LKP est un front de lutte. La question de la direction politique de ce front (dans la perspective de l'indépendance et de l'installation d'un pouvoir populaire dirigé par la classe ouvrière) est posée par la fraction des militants les plus avancés.

L'organisation Travayè é péyizan (travailleurs et paysans) membre du LKP a exprimé clairement cette nécessité : *Les militants de Travayè é péyizan affirment que ce qui se passe depuis le 20 janvier est un véritable mouvement de lutte de classe. La plateforme de revendications élaborée par le collectif en Lyannaj avec les masses populaires exprime la volonté du peuple guadeloupéen d'en finir avec l'oppression sociale et l'oppression nationale. Il lui appartient de définir la forme, le rythme et les délais de tout changement ! Et nous réaffirmons que seul le peuple de Guadeloupe peut dire ce qui est bon pour lui, par ses propres canaux, à travers des instances qu'il mettra lui-même en place, qu'il construira lui-même ! Le mouvement initié le 20 janvier nous démontre aussi que le peuple, les travailleurs ont besoin à leurs côtés d'élus à leur service, d'élus responsables devant eux, qu'ils peuvent contrôler et révoquer à tous moment. Et les militants de Travayè é péyizan estiment que seule une Assemblée Nationale Constituante peut répondre à ce besoin. Et ils pensent aussi que pour mener à bien le combat pour cette Constituante, il est nécessaire de disposer d'un outil qui œuvre en ce sens, une organisation, un parti, un front... Ils pensent à la construction d'un parti indépendant, indépendant des institutions, qui lutte pour l'indépendance de la classe ouvrière, pour l'unité du peuple, pour l'union libre et fraternelle des peuples de la Caraïbe. Ils soumettent cette proposition à la discussion. Abymes, le 23 mars 2009.*

De nouvelles vagues de lutte se lèveront en Guadeloupe et dans l'ensemble des DOM-TOM.

Les communistes de France doivent construire le soutien internationaliste des prolétaires de l'Hexagone à leurs frères de la Guadeloupe dans leur combat anticapitaliste et anticolonialiste, en clair pour l'indépendance et pour une société libérée de la pwofitasyon.

DOCUMENTS ET RESOLUTIONS du 1^{ER} CONGRES

17-18 AVRIL 2010

DU

RASSEMBLEMENT
ORGANISE DES
COMMUNISTES
MARXISTES
LENINISTES

ROCML

Disponible en téléchargement sur notre site

QUI SOMMES-NOUS ?

Le ROC-ML est issu de la fusion de plusieurs groupes membres du CNUMCF (Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France) : Collectif Militant Communiste, Communistes En Lutte, les Amis de Karl Marx, les Jeunesses Communistes ML de Pau et d'Albi et du Rhône.

La base idéologique du ROCML est le marxisme-léninisme, la théorie révolutionnaire scientifique produite par la pensée et l'action de Marx, Engels, Lénine et Staline, dont la justesse s'est vérifiée à travers toute l'histoire du mouvement ouvrier.

Ceux qui se sont écartés des principes du marxisme-léninisme ont toujours mené le prolétariat à la défaite et trahi sa cause.

Le XXème congrès du PCUS qui a conduit à la destruction de la société socialiste et à la restauration du capitalisme -en URSS et dans le camp socialiste- en est l'exemple le plus tragique.

Le ROCML se donne pour mission de participer à la construction du parti révolutionnaire des prolétaires de France sans lequel les luttes de classe resteront sans perspectives, dévoyées et conduites à l'échec par les courants réformistes, révisionnistes, trotskistes et anarchistes.

LA VOIX DES COMMUNISTES est l'organe de diffusion des analyses, des positions et des propositions politiques du ROCML.

Je m'abonne à la Voix des Communistes

5 numéros 10 euros

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

Mail:.....

Renvoyer ce bulletin d'abonnement à
Association GRANDROC Villa OctoSun n° 19, 32 place Roquelaine 31000 TOULOUSE
Accompagné d'un chèque à l'ordre de Association Grand Roc